

**Décès de
l'historien
Mohammed
Harbi** P. 4



DÉPÔT SUR LES COMPTES COMMERCIAUX

Un délai d'un mois pour la fin du cash

Lire l'article de A. Z. page 3

**NOUVEL AN 2026
Les félicitations
du président
de la République** P. 2



**RÉUNION
DU GOUVERNEMENT
La carte sociale
de l'Algérie à
l'ordre du jour** P. 3

**LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS
REGRETTENT L'ABSENCE DE COMMUNICATION**

Hausse des prix des carburants

Lire l'article de M. Aziza page 4



Ghaza
Nouvelle tentative
de bloquer l'aide
humanitaire

Vendredi, 85^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Rien n'a changé dans l'attitude de génocidaire d'Israël qui poursuit toujours ses attaques contre les civils de Ghaza, encouragée par le silence honteux des Etats-Unis et de l'Union européenne qui continuent de protéger l'entité sioniste et à lui fournir les armes pour massacrer davantage de femmes et d'enfants.

Dans son dernier rapport statistique, publié jeudi, le ministère de la Santé fait état de 2 nouvelles victimes, dont un martyr et un blessé, dans des attaques survenues lors des précédentes 24h (mercredi), ainsi que de la récupération d'un corps de martyr sous les décombres.

Le nombre de victimes depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe ainsi à 416 martyrs et 1153 blessés, et 683 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide. Quant au bilan cumulatif des victimes du génocide israélien à Ghaza depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.271 martyrs et 171.233 blessés.

Hier, des tirs de l'armée israélienne à Khan Younes ont fait un martyr et plusieurs blessés, a indiqué Al Jazeera. Une source médicale de l'hôpital Nasser, dans le sud de la bande de Ghaza, a annoncé à Al Jazeera le martyr d'un Palestinien et la blessure de quatre autres, dont un enfant et une femme, par les forces d'occupation israéliennes en dehors de leurs zones de déploiement, au sud et à l'ouest de Khan Younes. La même source médicale a précisé que les blessures de la femme étaient critiques.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté de son côté que l'artillerie israélienne, positionnée le long de l'axe Mourad, qui sépare Rafah du reste de la bande de Ghaza, a tiré des obus sur les zones sud et est de Khan Younes. Il a également expliqué que, jeudi, des tirs provenant de casernes militaires installées dans les derniers immeubles résidentiels au nord de la ville de Rafah ont blessé quatre personnes vivant dans des tentes de personnes déplacées.

LA LENTE AGONIE
DES MALADES DU CANCER
À GHAZA

La situation humanitaire s'aggrave encore à Ghaza en raison du blocus imposé par l'entité sioniste qui

permet l'acheminement de quantités insuffisantes de produits alimentaires aux apports calorifiques faibles, et empêche surtout l'entrée des abris et autres matériaux de construction pour héberger des milliers de familles sans toit en cette période de froid extrême, et restreint également la fourniture de médicaments, de consommables et de carburant pour les hôpitaux.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté, hier, que les fortes pluies provoquées par la récente tempête ont entraîné d'importantes inondations dans les tentes de personnes déplacées du quartier d'al-Mawasi, de Khan Younes, qui en accueille un très grand nombre. Il a expliqué que l'accumulation d'importantes quantités d'eau de pluie a provoqué la formation de mares et de marécages.

Par ailleurs, dans une déclaration publiée mercredi, le Dr. Mohammed Abu Nada, Directeur médical, Centre de cancérologie de Ghaza, a alerté sur la « lente agonie » des patients atteints de cancer dans la bande de Ghaza, en raison de la « grave pénurie de médicaments anticancéreux », au refus de l'accès aux services de diagnostic et la fermeture persistante des points de passage les empêchant de se faire soigner à l'étranger qui constituent un cercle vicieux qui menace leur vie à chaque instant.

« Le seul moyen de sauver ces malades c'est qu'ils quittent la bande de Ghaza pour se faire soigner. Cela exige une action urgente de toutes les parties concernées afin d'assurer leur départ sûr et sans aucun délai », a-t-il ajouté.

MSF : LES NOUVEAUX
CRITÈRES
D'ENREGISTREMENT
DES ONG,
UNE «TENTATIVE CYNIQUE»

Claire San Filippo, coordinatrice d'urgence de Médecins Sans Frontières (MSF) pour la Palestine, a déclaré que la décision d'Israël d'interdire à des dizaines d'organisations humanitaires internationales d'opérer à Ghaza, en vertu de nouvelles exigences d'enregistrement, est une « tentative cynique et calculée » de bloquer l'aide humanitaire à un moment où les besoins sont immenses.

L'organisation humanitaire médicale ajoute que l'entité sioniste a ignoré ses demandes de rencontre concernant la question de l'enregistrement.

Nouvel An 2026
Les félicitations du président
de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a félicité, mercredi soir, le peuple algérien à l'occasion de l'avènement du Nouvel An 2026, affirmant que l'année à venir sera une source de fierté et de rayonnement pour tous les Algériens, grâce aux réalisations accomplies et aux sacrifices consentis dans divers domaines, afin que l'Algérie accède, en toute quiétude, au rang des pays émergents.

Voici la traduction APS de l'allocution du président de la République adressée au peuple algérien à cette occasion :

«Au nom d'Allah, Clément et

Miséricordieux, Que la prière d'Allah et son salut soient sur notre guide et prophète Mohamed, mille prières et paix sur lui, Citoyennes, citoyens,

A l'occasion du Nouvel An 2026, je vous présente à tous mes meilleurs vœux de santé et de bien-être, et à notre chère patrie paix et prospérité». Il a ajouté que le nouvel an «sera, si Dieu le veut, une source de fierté et de rayonnement pour toutes les Algériennes et tous les Algériens, grâce aux réalisations accomplies et aux sacrifices consentis dans divers domaines, afin que l'Algérie accède, en toute quiétude, au

rang des pays émergents».

«A chaque Algérienne et Algérien, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, je réitère mes vœux les plus sincères à l'occasion du nouvel an, sans oublier nos frères en Palestine occupée, en espérant la fin des crimes sionistes à leur encontre et un retour à une vie normale en Cisjordanie, à Ghaza et à El-Qods», a poursuivi le président de la République.

«Que l'Algérie demeure libre, fière et souveraine. Gloire et éternité à nos valeureux martyrs. Que la paix et la bénédiction d'Allah vous entourent», a conclu le président de la République.

ANALYSE

Mustapha AGGOUN

Il est profondément regrettable de constater que certains médias arabes continuent d'évaluer les événements, les performances et même

les trajectoires nationales à l'aune de grilles de lecture importées, essentiellement occidentales. Cette tendance ne relève pas d'un simple mimétisme journalistique, mais traduit un déséquilibre plus profond dans la construction du regard, de la référence et du jugement.

Dans ce schéma, la validation extérieure devient le critère suprême de crédibilité. Un propos élogieux tenu par un responsable politique européen, ou même par un touriste occidental de passage, est aussitôt élevé au rang de preuve irréfutable du « succès » d'une politique publique, notamment dans des secteurs sensibles comme le tourisme, l'investissement ou l'attractivité économique.

À l'inverse, la parole du citoyen arabe, pourtant directement concerné, objectivement fondée et souvent récurrente, est reléguée au second plan, quand elle n'est pas purement ignorée. Ce déséquilibre n'est pas anodin : il hiérarchise implicitement les voix et institue une forme de légitimité fondée sur l'origine, non sur la pertinence.

Le plus préoccupant est que cette logique dépasse le champ médiatique pour s'inscrire dans certaines stratégies étatiques, notamment dans plusieurs pays du Golfe. Là, la satisfaction du regard occidental semble parfois constituer un objectif en soi, orientant des politiques de communication, des choix diplomatiques et même des priorités économiques. Dans cette perspective, les cadres de coopération régionale, qu'il s'agisse de la Ligue arabe ou de l'Union africaine apparaissent relégués à l'arrière-plan, réduits à des références symboliques sans réelle centralité stratégique. Le regard extérieur pri-

Quand l'approbation
occidentale tient
lieu de preuve

me sur l'ancrage régional, comme si la reconnaissance entre pairs était insuffisante, voire inutile.

Ce phénomène révèle un complexe d'infériorité politique et culturel rarement assumé, mais perceptible dans la manière dont certaines capitales cherchent l'approbation occidentale comme gage de modernité, de stabilité ou de réussite. Il suffit alors qu'un responsable européen formule une déclaration complaisante, souvent diplomatiquement calculée, pour que celle-ci soit brandie comme un certificat de bonne conduite, indépendamment de la réalité vécue sur le terrain.

Dans ce contexte, la position de l'Algérie apparaît singulière. En refusant d'inscrire ses choix dans une logique de séduction permanente et en revendiquant une souveraineté de décision, elle s'expose mécaniquement à des lectures hostiles ou biaisées. Le rejet du complexe d'infériorité, loin d'être perçu comme une affirmation légitime de l'autonomie nationale, est alors interprété comme une anomalie, voire comme une provocation. L'Algérie ne paie pas tant ses actes que son refus de se conformer aux attentes implicites d'un ordre symbolique où l'Occident demeure l'arbitre ultime.

Au fond, cette problématique pose une question essentielle : celle de la capacité du monde arabe à se penser, s'évaluer et se juger par lui-même, selon ses propres critères, ses réalités sociales et ses priorités historiques. Tant que la reconnaissance externe primera sur la légitimité interne, tant que la parole occidentale pèsera davantage que celle des citoyens arabes eux-mêmes, toute ambition d'indépendance intellectuelle et politique restera inachevée. La souveraineté ne se limite pas aux frontières et aux décisions diplomatiques ; elle commence par le regard que l'on porte sur soi.

Fin décembre 2025, Israël a annoncé que 37 ONG humanitaires seraient interdites ou suspendues d'activité à Ghaza si elles ne respectaient pas les nouveaux critères d'enregistrement qui exigent que chaque organisation fournisse une liste détaillée de ses employés, y compris le personnel palestinien, ainsi que des informations d'identification personnelles pour les vérifications de sécurité.

Mme San Filippo a indiqué que MSF, qui a perdu 15 membres de

son personnel lors d'attaques israéliennes dans l'enclave durant les deux années de la guerre génocidaire à Ghaza, a des « inquiétudes légitimes quant au manque de clarté sur la manière dont ces données sensibles seront utilisées, stockées et partagées ». Elle a précisé que les autorités israéliennes ont ignoré les demandes répétées de MSF de rencontrer les autorités à ce sujet.

« Subordonner l'accès à un territoire à la soumission de listes de

personnel est scandaleux, c'est un abus de pouvoir flagrant. L'octroi d'une aide humanitaire n'est ni un luxe ni une faveur. C'est une obligation en vertu du droit international humanitaire », a conclu Mme San Filippo.

Le correspondant d'Al Jazeera English (AJE) à Deir al-Balah, Tareq Abu Azzoum, a rapporté, vendredi, que l'organisation International Medical Corps (IMC), qui a servi d'hôpital de campagne, pourrait cesser ses activités à Ghaza.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Dépôt sur les comptes commerciaux
Un délai d'un mois
pour la fin du cash
Retour sur la note nR"2 / DGIG / 2025, adressée aux banques le 22 décembre dernier par la Banque d'Algérie (BA), à travers laquelle il a été rappelé «l'observation de mesures de vigilance» concernant l'alimentation des comptes commerciaux, et ce «selon l'approche basée sur les risques».

A. Z.

Un retour exigé par les conditions d'application de cette note, et les nécessités de clarification qui s'imposent dans une situation qui a pris au dépourvu les commerçants ainsi que la lecture pure et dure de la note en question par les banques, sans tenir compte de sa forme, concluant que les mesures de vigilance ne doivent en aucun cas « pénaliser l'inclusion financière des clients présentant des risques faibles ».

Selon des sources médiatiques, la BA a dû clarifier aux banques lors d'une réunion tenue à la fin du mois écoulé qu'il n'est pas du tout question d'interdire totalement les versements cash sur les comptes des professionnels, tant il est précisé à travers la note du 22 décembre que les banques doivent appliquer «l'approche basée sur les risques» dans leur gestion des opérations financières découlant des versements en liquide sur les comptes des commerçants. La BA a expliqué aux banques que les dépôts en cash sur les comptes commerciaux doivent être « exceptionnels et bien justifiés ». Aussi, selon les mêmes sources, les banques devraient accorder aux clients un délai d'un mois avant d'appliquer la mesure concernant l'alimen-

tation des comptes en moyens scripturaux, c'est-à-dire par le biais des chèques et des virements.

Les professionnels ont, ainsi, tout le mois de janvier 2026 pour s'adapter aux paiements en moyens scripturaux et abandonner le cash progressivement. On peut toujours procéder à des versements en liquide sur les comptes commerciaux, mais les banques auront droit de regard pour juger si les opérations du client sont en adéquation avec son profil et cohérentes avec les informations détenues par la banque à son sujet, tel que souligné par la note du 22 décembre.

Il est clair, par ailleurs, que la note en question, qui se réfère aux dispositions réglementaires inhérentes au devoir de vigilance et aux mesures d'atténuation des risques, prescrites notamment par le règlement nR"24-03 du 24 juillet 2024, relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, ainsi qu'à l'instruction nR"03-24 du 24 novembre et aux lignes directrices de la Commission bancaire relatives au devoir de vigilance, visent à se conformer aux réglementations internationales et à venir à bout de l'économie informelle.

Réunion du Gouvernement
La carte sociale de l'Algérie
à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée notamment au projet d'élaboration de la carte sociale de l'Algérie, l'avancement de la numérisation des secteurs ministériels ainsi qu'au portail national des services numériques «Dzair digital services», indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

«Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 31 décembre 2025, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après:

Le Gouvernement a entendu une communication sur l'élaboration de la carte sociale de l'Algérie. Cette initiative a pour objectif l'instauration d'un outil d'aide à la prise de décisions permettant de mettre en place un système intégré de planification, de coordination et de suivi, visant à orienter de manière efficiente les politiques publiques et les ressources financières vers des programmes de développement prioritaires, tant au niveau national que local.

Par ailleurs, le Gouvernement a poursuivi l'examen des grands projets inscrits dans le cadre de la concrétisation de la transformation numérique dans notre pays, confor-

mément aux orientations de Monsieur le Président de la République.

A ce titre, le Gouvernement a poursuivi l'examen de l'état d'avancement de la numérisation des secteurs ministériels, dans l'objectif de renforcer la transparence, de lutter contre la bureaucratie et de faciliter un accès équitable et efficient à l'information et aux services publics.

Le Gouvernement a également poursuivi l'examen du projet du portail national des services numériques «Dzair digital services», qui met en place une organisation des services publics numériques destinés aux citoyens, améliorant, ainsi, leur qualité et renforçant leur efficacité, tout en simplifiant les procédures administratives, notamment à travers la mise en place d'un accès unifié aux services publics numériques.

Cette plateforme nationale consolide, également, les échanges numériques entre les différentes administrations, permettant une meilleure visibilité des politiques publiques.

Enfin, et dans le cadre du suivi des grands projets publics, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement de plusieurs projets relatifs à la réalisation de pôles urbains et d'infrastructures sportives et routières ainsi qu'au développement de la gestion de l'espace aérien algérien».

Banque d'Algérie
Le plafond des taux d'intérêts
des crédits fixé

La Banque d'Algérie a rendu publique mercredi une nouvelle note adressée aux banques et établissements financiers, fixant les plafonds des taux d'intérêts appliqués aux crédits, valables pour le premier semestre 2026.

Les taux d'intérêt des crédits à la consommation sont ainsi plafonnés à 10,36 % (-0,21 point par rapport au semestre précédent), 7,56 % pour les crédits à court terme (-0,12 point), 6,93 % pour les crédits à moyen terme (-0,06 point) et 6,40 % pour les crédits à long

terme (+0,08 point). Pour les crédits destinés au financement de l'habitat, le seuil des taux jugés excessifs a été fixé à 7,55 % (+0,01 point), tandis que celui du leasing s'établit à 11,01 % (-0,38 point), selon la même note.

Le plafond des découverts bancaires a été arrêté à 8,26 %, soit une baisse de 0,40 point par rapport au deuxième semestre 2025, précise la Banque d'Algérie.

Renouvelables chaque semestre, ces plafonds sont calculés sur la base du taux effec-

tif moyen pratiqué au semestre précédent par les banques et établissements financiers pour des opérations de même nature, majoré de 10 %, conformément à l'instruction de la Banque d'Algérie, publiée en 2016 et modifiée en 2021.

A travers la fixation de ces seuils, la Banque d'Algérie vise à protéger les consommateurs de services financiers contre toute surfacturation ou dérive excessive dans les taux appliqués aux différentes catégories de crédits consentis à la clientèle.

Raïna Raïkoum
 Belkacem Ahcène Djaballah

A travers le monde, et depuis bien longtemps, c'est une tradition bien établie : la désignation de «l'homme de l'année». Homme ou femme ou groupe d'individus - en dehors du cercle des grands décideurs politiques dont l'influence, petite ou grande, est inévitablement «grande» - ayant, durant l'année écoulée, fait montre d'une présence, d'une action ou d'une idée originale ayant transformé la vie ou la pensée de sa société ou de son entourage et ce, directement ou indirectement. Ce qui n'est pas donné à tout le monde même si chacun de nous, pris en aparté, vous dira qu'il a, par ses propos ou ses écrits ou ses actes, «révolutionné» son environnement. Ce qui peut être en partie vrai, chacun de nous, même totalement isolé, et parfois sans le faire exprès, influençant peu ou prou, en bien ou en mal, le cours des choses et de la vie, proche ou même lointaine.

Certains, chez nous, voient dans cette démarche, en raison d'une religiosité exacerbée ou d'une surpolitisation collectiviste, une hérésie, la Communauté et/ou le collectif devant prendre le pas sur l'individu.

N'apparaissent (ai) donc que les «illuminés» et les «zaïms», devenant assez vite des «chioukhs» incontestés et/ou des «excellences» indéboulonnables. On sait où cela nous a mené durant les années 90 et 2000.

Par le passé (les années 70 et 80) on a vu, avec le socialisme «flamboyant» de l'époque, des tentatives pour couronner les meilleurs travailleurs. C'était bien mais cela n'a pas duré. On a vu, dans un passé récent (les années 90 en particulier), des tentatives de mettre en valeur, annuellement, les meilleurs d'entre-nous : journalistes, managers, hommes politiques. Peine perdue, les choses ne se déroulant jamais dans la transparence et à la «régulière» et, comme par hasard, on se retrouve toujours avec des premiers prix «partagés» tout le monde repartant avec des «diplômes». L'organisateur et le distributeur - compris!

Actuellement, et depuis peu, on voit des tentatives annuelles de dégager les «personnalités» (ou groupes) importantes ou influentes. Là aussi, cela n'est guère facile tant les opinions sont multiples et divergentes, pour ne pas dire opposées chacun voyant «midi à sa porte» quand chacun n'accuse pas l'autre d'on ne sait quel «complot» ou choix orienté politiquement ou même de non-habilitation (sic !) ou pire encore d'incompétence sous couvert de non -strict respect de méthodes éprouvées. Ailleurs! Il faudra donc attendre

que la lumière soit. Et, continuer, hélas, à s'abreuver aux initiatives et autres classements étrangers, occidentaux ou arabes. Une maladie bien algérienne !

Pour ma part, animant, depuis 2005, un site d'infos documentaires non commercial (www.almanach-dz.com), un classement des 15 puis 10 Vip «influents», au sens noble du terme et non en son nouveau sens numérique (les «influenceurs»), mais pas nécessairement importantes, est établi, régulièrement, depuis déjà 16 années. Depuis peu, les personnalités objectivement importantes sont écartées pour des raisons évidentes : éviter la concurrence «déloyale» (ceci dit en tout bien tout honneur). Cette année -ci, le classement a placé en tête, encore, la jeune et magnifique Nemour Kaylia, suivie de deux Ambassadeurs, Amar Bendjama(Onu) et Mme Malika Haddadi (Ua), Yasmina Belkaïd, l'immunologue, Dg Monde de l'Institut Pasteur de France, Belaribi Mohamed -Tarek, Monsieur Habitat, Abderrahmane Benkortbi, un simple agent de sécurité à la grande honnêteté, Louiza Abouriche, la championne de karaté, Ali Bencheikh, le commentateur flamboyant de foot, Wissem Abou Zeïd, le journaliste de Gaza et Ichrak Chaïb, la championne de boxe.

Bien que je pense, peut-être (avec tous ceux qui m'ont apporté leur aide ou conseillé) m'être trompé, car la personnalité la plus importante de notre vie quotidienne (même si elle n'est pas «la plus influente») est, peut-être, cet éboueur, employé de la commune, généralement ignoré par les médias, qui nettoie, dès potron-minet, chaque jour que Dieu fait et quel que soit le temps qu'il fait, les rues des villes et villages et les bordures de nos routes et autoroutes, et vide quotidiennement nos poubelles. Il y a, aussi, les policiers qui veillent sur notre sécurité et sur une bonne circulation souvent anarchique qu'il pleuve ou qu'il vente. Et bien d'autres anonymes!

A quand les V.i.m (Very important mal-faisants)? On peut, déjà, peut-être, y placer Xavier Driencourt, Bruno Retaillau, Eric Zémour et tous leurs petits copains, quelques-uns de «chez nous», islamo-immigro-algérophobes.

Quant à la Vip internationale 2023, c'est bel et bien, toujours, la résistance palestinienne, tout particulièrement celle des Ghazaouis, face aux génocidaires racistes et facho-sionistes israéliens et à leurs complices occidentaux et autres, déclarés ou hypocrites.

Les associations de consommateurs regrettent l'absence de communication

Hausse des prix des carburants

M. Aziza

L'augmentation des prix des carburants, entrée en vigueur dès l'enlame de l'année 2026, a pris de court les consommateurs. Bien que cette hausse reste limitée et s'inscrit officiellement dans une démarche de rationalisation de la consommation énergétique, son application soudaine, sans aucune communication préalable, a suscité une large incompréhension.

L'effet de surprise a été d'autant plus fort que la loi de finances 2026 ne prévoyait aucune révision tarifaire des prix des carburants. Pourtant, une note attribuée à l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), largement relayée sur les réseaux sociaux, fait état de nouveaux tarifs appliqués à compter du 1^{er} janvier 2026.

Selon cette note, le prix du gasoil (mazout) est passé de 29,01 DA à 31 DA le litre, l'essence sans plomb de 45,62 DA à 47 DA le litre, tandis que le GPL-c (Sirghaz) a connu une hausse plus marquée, passant de 9 DA à 12 DA le litre. La même note précise également les nouvelles marges de distribution de détail, fixées à 3,51 DA/litre pour l'essence, 2,93 DA/litre pour le gasoil et 3,76 DA/litre pour le GPL-c.

Face à cette situation, l'Association nationale El Aman pour la protection du consommateur a appelé les transporteurs de personnes et de marchandises à faire preuve de responsabilité. Dans un communiqué rendu public, l'association a estimé que cette décision aurait dû être précédée d'une communication claire, transparente et pédagogique, afin de préparer les consommateurs et les opérateurs concernés.

El Aman a également mis en garde contre toute exploitation de ces hausses, jugées limitées, pour procéder à des augmentations injustifiées des tarifs de transport. De telles pratiques, souligne

l'association, auraient un impact direct sur les prix des produits de large consommation et contribueraient inévitablement à accentuer la pression sur le pouvoir d'achat des citoyens.

Par ailleurs, l'association estime que cette mesure aurait dû être accompagnée d'un renforcement effectif des transports publics, aussi bien en termes de disponibilité, de qualité, de régularité que d'accessibilité. Une telle approche aurait permis d'offrir aux citoyens une alternative crédible à l'usage du véhicule particulier, favorisant ainsi la réduction de la consommation de carburants et l'allègement des charges financières pesant sur les ménages.

El Aman précise qu'elle ne s'oppose pas, par principe, à une augmentation des prix des carburants lorsqu'elle s'inscrit dans une logique de rationalisation énergétique, de préservation des ressources nationales et de promotion d'un usage plus responsable de l'énergie. Toutefois, elle rappelle que les prix des carburants sont soutenus, administrés et encadrés par l'Etat. A ce titre, toute révision tarifaire engage directement la responsabilité des pouvoirs publics et doit impérativement être précédée d'une communication transparente garantissant le droit à l'information du consommateur.

En l'absence de mesures d'accompagnement et de mécanismes de contrôle efficaces, El Aman met en garde contre le risque que cette augmentation se traduise principalement par une charge supplémentaire pour le consommateur, sans atteindre pleinement les objectifs de rationalisation annoncés.

Dans le même sillage, Mustapha Zebdi, président de l'Organisation algérienne de protection du consommateur (APOCE), a réagi sur sa page Facebook officielle en regrettant l'absence de communication préalable de la part des autorités compétentes.

PRÉTENDUE GRÈVE DES TRANSPORTEURS ET CONFUSION

Concernant la prétendue grève des transporteurs annoncée sur les réseaux sociaux, l'Organisation algérienne pour la défense du consommateur Himayatek a tenu à apporter des clarifications. Après contact avec la société SOGRAL, l'organisation a affirmé que le transport interwilayas, notamment sur les grandes lignes, se poursuit normalement et sans interruption, afin d'assurer la mobilité des usagers, en particulier en cette fin de semaine marquée par la fin des vacances scolaires.

Le président de l'organisation, Mohamed Aissaoui, a annoncé la tenue, ce dimanche, d'une réunion d'urgence avec les représentants de l'Union nationale des transporteurs afin d'examiner la situation et prendre les mesures nécessaires. Himayatek rappelle, par ailleurs, que tout arrêt injustifié du service de transport constitue une infraction passible du retrait immédiat de la licence d'exploitation, le transport étant un service public dont les citoyens ne peuvent être privés. De son côté, Mustapha Zebdi a tenu à lever toute équivoque en précisant que la prétendue grève de certains transporteurs était programmée depuis plusieurs jours, comme l'ont relayé certaines pages sur les réseaux sociaux. « Ceux qui prétendent que la grève est liée à l'augmentation soudaine des prix du carburant se trompent, puisque la programmation de la grève était antérieure », a-t-il affirmé. A l'appui de ses propos, le président de l'APOCE a publié la note émanant de l'organisation nationale des transporteurs annonçant la tenue d'une réunion, ce vendredi 2 janvier 2026, au siège du ministère concerné, afin d'examiner les préoccupations de la corporation.

Le ministre de l'Intérieur réunit les walis

Les priorités pour 2026

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination avec les walis de la République, consacrée à l'évaluation de la mise en oeuvre des programmes tracés et à la définition des priorités pour l'année 2026, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion tenue par visioconférence, mercredi, en présence de cadres centraux du ministère, a permis d'évaluer la performance durant l'année 2025 et la mise en œuvre des programmes tracés et de «définir les priorités pour l'année 2026, notamment le renforcement de la dynamique de développement et l'accélération du traitement des dossiers prioritaires au niveau des wilayas», précise la même source.

A l'entame de la réunion, M. Sayoud a rappelé que «la gestion de la wilaya repose sur le travail collectif et la coordination permanente entre les différents cadres et services», appelant à «une participation effective à la dynamique locale, avec la mise à contribution des compétences et la valorisation des efforts, afin d'améliorer la performance et d'assurer un suivi efficace des différents projets de développement, sous la supervision des walis».

Dans ce cadre, le ministre a insisté sur «le renforcement de la coordination entre les différents services et instances au niveau local» et «le suivi rigoureux des projets structurants, auxquels le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une attention particulière». Il a également insisté sur la nécessité de «veiller à l'entretien du réseau routier, notamment à travers l'entretien périodique des routes urbaines» et d'améliorer la gestion du secteur des transports, en lui accordant l'importance requise dans les travaux du conseil de wilaya, afin de trouver des solutions aux problématiques soulevées.

Le ministre a aussi souligné l'impéra-

tif d'«un suivi périodique des projets de développement et d'investissement générateurs de valeur ajoutée et contribuant à la dynamisation de l'économie locale», appelant à «accélérer le rythme de réalisation» et à «lever les obstacles en temps opportun, par l'activation rigoureuse du rôle des commissions de wilaya chargées de la levée des contraintes et de l'accompagnement des investisseurs». Concernant le foncier, le ministre de l'Intérieur a souligné l'importance d'«un suivi rigoureux des terrains destinés aux projets de stations d'épuration des eaux usées et de stations de dessalement de l'eau de mer», insistant sur «la régularisation de leur situation, conformément aux textes législatifs en vigueur, compte tenu du caractère stratégique de ces projets et de leur rôle dans le renforcement de la sécurité hydrique, d'autant que les projets de dessalement bénéficient d'une attention particulière de la part du président de la République, dans le cadre du renforcement de la sécurité hydrique nationale et de la garantie d'un approvisionnement régulier en eau potable».

Evoquant le dossier de la conformité des constructions et de la régularisation de leur situation, M. Sayoud a donné des instructions pour «l'intensification de l'activité des commissions locales compétentes, afin de statuer sur tous les dossiers déposés conformément aux dispositions de la loi 08-15».

Dans le même contexte, il a insisté sur la nécessité de «faire preuve de conscience professionnelle dans la régularisation des situations des citoyens», enjoignant aux walis de «veiller à ce que les différents services locaux assument leur rôle dans la prévention de toute construction anarchique ou non conforme aux normes légales et aux mesures de sécurité» et d'«intervenir en cas d'infractions».

Pour ce qui est du dossier de l'assainissement du foncier agricole, le ministre a dit y accorder une «importance particulière», au vu de «la valeur éco-

nomique attendue de la régularisation de la situation des investisseurs dans ce domaine», appelant à «associer les chambres d'agriculture et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA)» et à «installer une cellule au niveau du cabinet de la wilaya chargée du suivi du dossier de la régularisation des constructions et du foncier agricole».

Dans le cadre du suivi des projets stratégiques à dimension nationale, M. Sayoud a appelé les walis de Béchar et de Tindouf à «la mobilisation totale en prévision de l'entrée en service de la ligne Béchar-Tindouf-Gara Djebilet», assurant «la poursuite du soutien à la wilaya de Béchar à travers de grands projets économiques et des usines qui entreront en exploitation».

Il a en outre chargé le wali d'Annaba de «suivre la réalisation du quai phospatier au port d'Annaba, avec l'impératif qu'il soit opérationnel au cours du premier semestre», saluant «les efforts des entreprises algériennes et des bureaux d'études nationaux».

Le ministre a, par ailleurs, évoqué la gestion des déchets et la prise en charge des impacts des intempéries, insistant sur «la nécessité de prendre des mesures proactives et de mobiliser les ressources nécessaires pour trouver des solutions durables».

S'agissant de l'amélioration des conditions de scolarisation, le ministre de l'Intérieur a mis l'accent sur «la nécessité de lancer très tôt les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, par la tenue de réunions de coordination et la finalisation, dans les délais impartis, de tous les travaux programmés au niveau des établissements scolaires, afin de garantir des conditions de scolarisation adéquates et sûres pour une rentrée scolaire réussie».

Le ministre a, d'autre part, donné des instructions pour «le renforcement de la coordination avec le ministère du Tourisme pour bien préparer la prochaine saison estivale».

Décès de l'historien Mohammed Harbi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté vendredi ses sincères condoléances à la famille du moudjahid et historien, Mohammed Harbi, décédé à l'âge de 93 ans, soulignant que l'Algérie a perdu «un homme remarquable» qui s'est engagé très tôt dans la lutte contre le colonialisme.

«C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le décès du moudjahid et historien intellectuel, Mohammed Harbi.

Avec sa disparition, l'Algérie perd un homme remarquable qui a rejoint très tôt la lutte politique contre le colonialisme, puis les rangs de la Révolution de libération comme moudjahid et cadre du Gouvernement provisoire de la République algérienne, avant de se consacrer, après l'indépendance, à l'écriture et à la recherche, enrichissant la bibliothèque mondiale de plusieurs ouvrages précieux sur l'histoire du mouvement national et de la Glorieuse révolution de libération», lit-on dans le message de condoléances du président de la République.

«En cette triste occasion, j'adresse mes plus sincères condoléances à la famille du défunt et à la famille révolutionnaire, priant Dieu Tout-Puissant de lui accorder Sa miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et d'apporter à sa famille patience et réconfort. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons», a conclu

le président de la République.

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a présenté, pour sa part, vendredi, ses sincères condoléances à la famille du moudjahid et historien, Mohammed Harbi. «C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que nous avons appris le décès du moudjahid, historien et écrivain, Mohammed Harbi, qui a combattu le colonialisme aussi bien par les armes que par la plume, vouant sa vie à la défense de la patrie et à la préservation de la mémoire nationale», a écrit le président du Conseil de la nation sur sa page officielle sur les réseaux sociaux. «Puisse Allah Tout-Puissant entourer le défunt de Sa sainte miséricorde, l'accueillir en Son vaste paradis et prêter patience et réconfort à sa famille et à ses proches. +A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+», a ajouté M. Nasri. Le moudjahid et historien, Mohammed Harbi, est décédé jeudi à l'âge de 93 ans.

Né en 1933, le défunt était un militant du mouvement national et membre de la Fédération du Front de libération nationale (FLN) de France, avant de rejoindre le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Feu Mohammed Harbi était également enseignant universitaire et historien, qui avait à son actif plusieurs ouvrages sur le mouvement national et la Glorieuse révolution de libération.

Importation de véhicules de moins de 5 ans

Qui sont les citoyens concernés ?

El-Houari Dilmi

La loi de finances 2026 autorise l'importation de véhicules de moins de cinq ans en Algérie. La nouvelle réglementation ne s'adresse pas à l'ensemble de la population algérienne. L'article 102 de la loi de finances 2026 définit précisément les bénéficiaires autorisés à profiter de ces mesures d'importation.

Pour être éligible à l'importation d'un véhicule dans le cadre du retour définitif en Algérie, les citoyens concernés doivent remplir simultanément plusieurs critères : « être ressortissant algérien immatriculé auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes dans votre pays de résidence à l'étranger, justifier d'un retour définitif sur le territoire national, avec preuve documentaire du changement de résidence, n'avoir jamais bénéficié des avantages liés au changement de résidence lors de précédents retours en Algérie ». La condition temporelle constitue un critère déterminant pour l'éligibilité : « les ressortissants doivent prouver un séjour ininterrompu d'au moins trois années complètes à l'étranger, calculées à partir de la date officielle du changement de résidence ». Cette période de trois ans « doit être continue, sans retour prolongé en Algérie qui interromprait le décompte, les autorités douanières vérifieront cette condition par l'examen des documents d'immatriculation consulaire et des justificatifs de résidence étrangère », selon la nouvelle réglementation.

Pour les types de véhicules autorisés à l'importation, il est précisé que les citoyens « peuvent importer une voiture de tourisme électrique, à essence, ou hybride, si la cylindrée ne dépasse pas 1800 cm³. Pour les véhicules utilitaires, le poids total en charge ne doit pas dépasser 5,950 tonnes, ces véhicules doivent être neufs ou avoir moins de cinq ans

à leur entrée sur le territoire algérien ». L'article 102 de la loi de finances 2026 autorise également l'importation des véhicules à deux roues soumis à l'obligation d'immatriculation, sans précision supplémentaire de cylindrée dans les textes actuels. « Les marchandises, y compris les véhicules, bénéficient d'exemptions douanières et de taxes, à condition que la valeur n'excède pas 8 millions de dinars pour les stagiaires et étudiants à l'étranger, ou 10 millions de dinars pour d'autres citoyens. Ce montant équivaut à plus de 66.000 euros selon le taux de change en vigueur », stipule le texte réglementaire.

AVANTAGES FISCAUX ET EXEMPTIONS DOUANIÈRES

Concernant les avantages fiscaux et exemptions douanières, « l'importation dans le cadre du retour définitif s'accompagne d'avantages financiers substantiels qui allègent considérablement le coût total de l'opération. « Le montant total des biens importés, incluant le véhicule et l'ensemble du mobilier domestique, ne doit pas dépasser des seuils fixés selon votre statut : personnel stagiaire et étudiants poursuivant une formation à l'étranger : plafond de 8.000.000 DA (huit millions de dinars algériens), autres ressortissants éligibles (travailleurs, fonctionnaires, professions libérales) : plafond de 10.000.000 DA (dix millions de dinars algériens). Ces montants englobent la valeur marchande du véhicule ainsi que celle de tous les objets et effets composant votre mobilier domestique destinés à votre usage personnel, celui de votre conjoint et de vos enfants mineurs résidant avec vous à l'étranger », toujours selon les dispositions de l'article 102 de la LF. Le même article précise également la procédure d'importation en détaillant les étapes essentielles de l'opération d'importation.

HOMMAGE

Mohammed Harbi : l'historien qui choisit la vérité

Ce 1er janvier 2026, l'Algérie perd Mohammed Harbi. À l'âge de 92 ans, après quatre jours de lutte contre une infection pulmonaire dans un hôpital parisien, s'éteint l'une des consciences historiques les plus rigoureuses et les plus courageuses de notre nation.

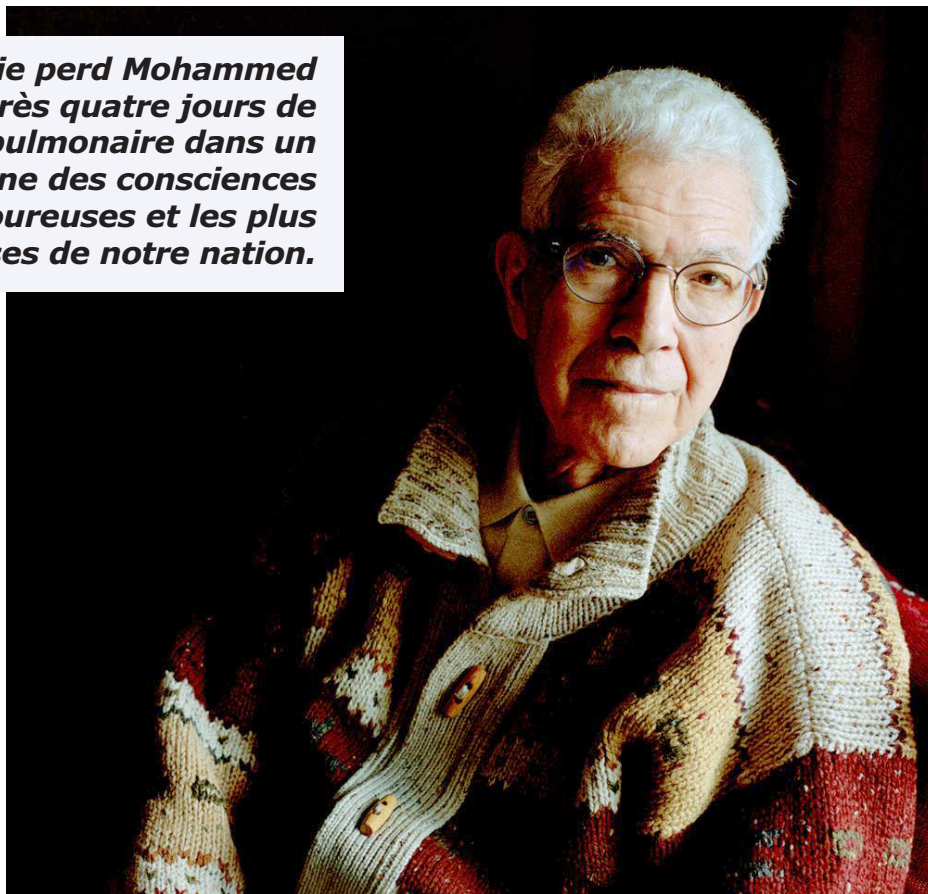
Par Laala Bechetoula

Avec lui disparaît un homme rare : révolutionnaire devenu historien, acteur transformé en analyste implacable, militant qui choisit la lucidité plutôt que l'amnésie confortable.

Né le 16 juin 1933 à El Harrouch, Mohammed Harbi s'engage à quinze ans dans le combat anticolonial au sein du PPA-MTLD. Ce n'était pas un engagement de salon. Pendant la guerre de libération, il occupe des responsabilités cruciales : membre de la direction de la Fédération de France du FLN, ambassadeur en Guinée (1960-1961), secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (1961-1962), participant aux premières négociations d'Évian. Il contribue à la rédaction du Programme de Tripoli en 1962 et de la Charte d'Alger en 1964. Conseiller du président Ahmed Ben Bella, il incarne les espoirs d'une Algérie socialiste et autogestionnaire.

Puis vint la rupture. Le coup d'État de Houari Boumédiène en juin 1965 bouleverse sa trajectoire. Emprisonné deux mois plus tard, il connaît cinq années de détention sans jugement. En 1971, résidence surveillée. En 1973, départ vers la Tunisie puis Paris, où il s'installe définitivement. Les aléas de l'histoire ont parfois des chemins imprévisibles.

Mais c'est précisément ce nouveau chapitre qui permit à Harbi d'accomplir son œuvre majeure. Dès 1975, il publie *Aux origines du FLN. Le populisme révolutionnaire en Algérie*. Suivront *Le FLN, mirage et réalité* (1980), *Les archives de la révolution algérienne* (1981), et le monumental *Une vie debout* (2001). En France, il enseigne aux universités Paris-VIII, Paris-V et Paris-VII, tout en produisant une série d'ouvrages qui révolutionnent l'historiographie algérienne.



Son approche dérangeait certains parce qu'elle refusait l'hagiographie. Harbi documentait les contradictions du mouvement national, les luttes intestines, les purges, l'évolution autoritaire. Pour lui, écrire l'histoire ne signifiait pas célébrer, mais comprendre. Il savait que les nations mûres n'ont pas besoin de mythes, mais de vérité.

Cette posture lui valut des critiques diverses. Son parcours n'était pas exempt de controverses - certains évoquent encore son rôle dans des décisions difficiles de l'époque Ben Bella. Mais précisément, Harbi ne chercha jamais à se présenter en héros immaculé. Il assumait la complexité de son itinéraire, les erreurs et les désillusions, avec une rare honnêteté intellectuelle.

Son approche historique se distinguait par une rigueur scientifique implacable et un accès privilégié aux archives du FLN. Mais surtout, elle portait le poids de l'expérience vécue. Quand il analysait les luttes de pouvoir

au sein du mouvement national, ce n'était pas avec la distance froide du chercheur, mais avec la connaissance intime du témoin. Cette double posture - acteur et analyste - conférerait à son œuvre une profondeur unique.

Certains observateurs notaient qu'il fut parfois plus facile pour Harbi de mener ses recherches depuis Paris que depuis Alger. Question d'accès aux archives, sans doute. Question aussi d'environnement académique. L'exil, volontaire ou contraint, a parfois des vertus inattendues pour la liberté intellectuelle.

Sa thèse centrale demeure d'une actualité brûlante : l'Algérie doit être pensée comme une « nation en formation », non comme une nation achevée. Cette société, profondément transformée par cent trente-deux ans de colonisation, ne pouvait se reconstruire qu'en affrontant honnêtement ses fractures internes. Le FLN, mouvement hétérogène soudé par la lutte armée, porta à la fois des aspirations émancipatrices et des tendances

centralisatrices. Son dernier geste politique fut hautement symbolique. En octobre 2024, à 91 ans, il annonça la traduction de *Une vie debout* en tamazight (Tudert deg isec, Koukou Editions, 2024) et prit sa retraite avec ces mots testamentaires : « Œuvrons tous ensemble pour construire une nation de citoyens et vivre en paix avec nos voisins. » Message d'apaisement pour un homme qui toute sa vie défendit une Algérie plurielle, respectueuse de toutes ses composantes.

L'œuvre de Harbi soulève une question que nous, historiens algériens, devons méditer : comment écrire notre propre histoire ? Harbi avait choisi sa méthode - archives, rigueur scientifique, refus des tabous. D'autres choisiraient d'autres voies. L'essentiel est que le débat historique existe, que la recherche soit possible, que les archives soient accessibles.

Aujourd'hui, alors que l'Algérie criminalise la colonisation française par la loi du 24 décembre 2025, l'œuvre de Harbi résonne avec force. Cette exigence de vérité historique sur les crimes coloniaux doit s'accompagner d'une égale rigueur dans l'écriture de notre histoire nationale. Ni complaisance envers l'ancien colonisateur, ni complaisance envers nos propres zones d'ombre.

Mohammed Harbi nous laisse un héritage exigeant : celui de l'honnêteté intellectuelle. Il refusa les facilités narratives, les mythes non questionnés, les récits simplificateurs. Dans ses mémoires, il écrit sans rancœur, avec la sérénité qu'exige le métier d'historien. Cette intégrité fait de lui une figure majeure de notre conscience nationale.

L'historien Ali Guenoun, son ami, écrit : « Sa contribution en tant qu'historien, jusqu'à la fin de sa vie, a été majeure, et laisse un héritage certain. Mohammed Harbi est resté digne jusqu'à ses derniers instants. »

À nous, historiens algériens, de poursuivre ce travail. Non en imitant Harbi, mais en adoptant la même exigence de vérité. L'Algérie mérite une histoire à la hauteur de son combat pour la liberté. Cette histoire s'écrit dans la rigueur, dans le respect des sources, dans le courage de poser les questions difficiles.

Repose en paix, Mohammed Harbi. L'histoire que tu as écrite survivra aux polémiques.

Yémen, Somaliland et le jeu émirati-israélien

Fragmentation régionale face à la logique étatique saoudienne

Par Salah Lakoues

Du Yémen au Soudan, en passant par la Somalie et le Somaliland, Abou Dhabi soutient des forces locales ou des milices séparatistes, souvent au détriment de l'unité et de la souveraineté étatique. Cette politique transforme des conflits locaux en terrains d'affrontement prolongés et fragilise la stabilité régionale, tout en offrant une marge de manœuvre à des puissances comme l'Iran. La frappe saoudienne du 30 décembre à al-Mukalla contre des armes destinées au Conseil de transition du Sud (CTS) illustre parfaitement cette dynamique, révélant une coalition anti-houthie fissurée et mettant en lumière le rôle central des Émirats dans l'érosion des structures étatiques du monde arabe et africain.

Les Émirats Arabes Unis : une politique de fragmentation Les ÉAU ont construit une doctrine basée sur le soutien à des acteurs locaux, séparatistes ou paramilitaires, plutôt que sur la consolidation de gouvernements centraux. Au Yémen, Abou Dhabi soutient le CTS pour contrôler des ports stratégiques comme Aden et al-Mukalla. Au Soudan, le soutien aux Forces de soutien rapide (RSF) a prolongé la guerre civile et affaibli l'État.

Depuis plusieurs années, les Émirats Arabes Unis adoptent une stratégie étrangère paradoxale : au lieu de renforcer les États nationaux, ils exploitent leurs divisions pour étendre leur influence.

Cette stratégie traduit une vision opportuniste : plus les États sont fragmentés, plus les ÉAU peuvent exister par dépendance et influence financière, compensant ainsi leur taille géopolitique limitée.

L'Arabie Saoudite : défenseur de l'intégrité étatique Riyad adopte une logique opposée, fondée sur la consolidation nationale et la souveraineté. La frappe du 30 décembre à al-Mukalla contre les cargaisons émiraties illustre cette doctrine : Riyad ne peut tolérer que des acteurs externes alimentent la partition de facto d'un État voisin, menaçant la sécurité frontalière et l'unité régionale.

Contrairement aux ÉAU, qui misent sur la déflagration des États, Riyad défend l'intégrité nationale et l'architecture étatique, essentielle à la stabilité du Golfe.

La reconnaissance israélienne du Somaliland et le pivot émirati Le 28 décembre 2025, Israël a reconnu le Somaliland et ouvert une ambassade à Hargeisa, obtenant l'accès stratégique à la base aérienne de Berbera, port

clé pour la surveillance du golfe d'Aden. Les ÉAU, implantés militairement à Berbera depuis 2017 via DP World, ont facilité cette reconnaissance, consolidant un partenariat tripartite Israël-ÉAU-Somaliland, qui contourne Mogadiscio et menace les équilibres maritimes traditionnels.

Le timing, deux jours avant la frappe saoudienne, alimente les spéculations : Abou Dhabi consolide le contrôle sud-yéménite via le CTS, tandis qu'Israël projette sa puissance navale via le Somaliland, créant une pression stratégique directe sur Riyad. Cette manœuvre illustre le pivot émirati vers Israël, post-Accords d'Abraham, souvent au détriment des intérêts saoudiens.

Conséquences sur le front anti-houthi et la Corne de l'Afrique La confrontation Riyad-Abou Dhabi fragilise le front anti-houthi, offrant aux rebelles pro-iraniens des opportunités pour étendre leur contrôle territorial et maritime. La projection émirato-israélienne vers le Somaliland accentue la dépen-

dance des États fragmentés et remet en cause l'autorité centrale. Bab al-Mandeb et le golfe d'Aden deviennent des points de tension stratégique, où l'Arabie Saoudite doit défendre sa logique d'État-nation contre un réseau de ports et de proxies alignés sur Abou Dhabi et Tel Aviv.

Lecture de fond : Émirats Arabes Unis contre logique étatique saoudienne La stratégie des ÉAU repose sur la fragmentation pour exister : affaiblir les États, multiplier les acteurs locaux et tirer profit des conflits prolongés. Riyad, à l'inverse, défend l'intégrité territoriale et l'unité nationale comme socle de sécurité régionale. Dans ce contexte, le Yémen, le Somaliland et le Soudan illustrent la fracture profonde entre une puissance régionale minuscule mais financièrement influente et un acteur plus grand, stratégiquement cohérent mais confronté à des alliances opportunistes et risquées.

La frappe de Mukalla, la reconnaissance du Somaliland et la politique émiratie de fragmentation sont donc autant de symptômes d'une recomposition régionale majeure, où les anciennes alliances du Golfe sont redéfinies et où la stabilité des États-nations est mise à l'épreuve par des acteurs qui misent sur la division pour accroître leur influence.

Créer sans posséder ? Droits d'auteur et brevets d'invention des agents publics en Algérie : une énigme

Par Boudina Rachid *

Depuis le début des années 2000, l'Algérie s'est dotée d'un cadre normatif relativement complet en matière de propriété intellectuelle. Toutefois, un décalage persistant demeure entre les normes juridiques en vigueur et l'état réel de leur application, notamment dans la fonction publique et plus particulièrement au sein de l'université. Cette dissonance nourrit des confusions durables, telles que l'assimilation de la rémunération statutaire aux droits de propriété intellectuelle, la substitution de primes forfaitaires aux mécanismes de valorisation, ou encore l'appropriation institutionnelle informelle des productions scientifiques.

Enjeu n'est pas de contester la vocation publique de l'université, mais de clarifier les lignes de partage entre les droits qui demeurent attachés à l'auteur, ceux dont l'institution peut légitimement s'en prévaloir, et les zones dans lesquelles l'ambiguïté juridique devient problématique, notamment à l'ère de la diffusion numérique.

I. LE CADRE NORMATIF ALGÉRIEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ordonnance n° 03-05 du 19 juillet 2003 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins constitue le socle du droit algérien en la matière. Elle consacre les principes classiques du droit d'auteur, comme la reconnaissance de la qualité d'auteur à la personne physique qui crée l'œuvre, la protection des œuvres originales de l'esprit, et la distinction entre droits moraux et droits patrimoniaux.

Les droits moraux (paternité, respect de l'intégrité de l'œuvre et droit de divulgation) sont perpétuels, inaliénables et imprescriptibles. Ils demeurent attachés à la personne de l'auteur, indépendamment de son statut professionnel ou administratif.

Les droits patrimoniaux, quant à eux, confèrent à l'auteur un monopole d'exploitation économique portant notamment sur la reproduction, la représentation et la diffusion de l'œuvre, pour une durée de cinquante ans après son décès, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La protection des inventions techniques relève de l'ordonnance n° 03-07 du 19 juillet 2003 relative aux brevets d'invention. Le brevet confère à son titulaire un droit exclusif d'exploitation pour une durée de vingt ans. L'ONDA et l'INAPI assurent respectivement la gestion des droits d'auteur et des titres de propriété industrielle.

Sur le plan normatif, le dispositif est cohérent et conforme aux standards internationaux. Les difficultés apparaissent principalement au moment de son articulation avec le statut des agents publics.

II. L'AGENT PUBLIC : AUTEUR, INVENTEUR ET SERVITEUR DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL 1. UNE QUALITÉ JURIDIQUE INCONTESTABLE

Aucune disposition du droit algérien ne prive l'agent public de la qualité d'auteur ou d'inventeur. L'enseignant-chercheur conserve donc, en principe, la titularité de

La question des droits d'auteur et des brevets d'invention réalisés par les agents publics, en particulier par les enseignants-chercheurs et les chercheurs permanents des établissements universitaires algériens, se situe au croisement de plusieurs logiques qui ne se superposent pas toujours harmonieusement entre la protection juridique de la création intellectuelle, la primauté de l'intérêt général, la valorisation de la recherche publique et les impératifs de gestion administrative des carrières.

ses droits de propriété intellectuelle, qu'il exerce dans le cadre ou en dehors de ses fonctions.

Cette reconnaissance connaît toutefois des limites liées :

- au lien statutaire unissant l'agent à l'administration ;
- à l'utilisation de moyens publics ;
- à la finalité de service public de l'institution universitaire.

2. LES CRÉATIONS RÉALISÉES DANS LE CADRE DU SERVICE

Lorsque les œuvres ou inventions sont produites dans l'exercice des fonctions, pour les besoins du service et avec les moyens de l'université, la logique de l'intérêt général s'impose. Dans ce cadre, l'université peut légitimement se prévaloir de droits d'usage non exclusifs, destinés à assurer la continuité pédagogique, la diffusion du savoir et l'accomplissement de ses missions scientifiques :

- utilisation des supports pédagogiques dans les enseignements ;
- diffusion interne à des fins académiques ;
- archivage institutionnel ;
- valorisation symbolique de la production scientifique.

Il ne s'agit pas, juridiquement, d'une dépossession de l'auteur, mais d'un droit d'utilisation fonctionnel, implicitement rattaché à la mission de service public.

III. DROITS DE L'ENSEIGNANT ET DROITS D'USAGE DE L'UNIVERSITÉ : UNE LIGNE DE PARTAGE NÉCESSAIRE

1. LES DROITS QUI DEMEURENT ATTACHÉS À L'ENSEIGNANT- CHERCHEUR

En toutes hypothèses, l'enseignant-chercheur conserve l'intégralité de ses droits moraux. L'université ne peut ni supprimer la paternité scientifique, ni modifier une œuvre, ni en détourner le sens sans l'accord de l'auteur.

Toutefois, lorsque l'œuvre n'est pas réalisée sur commande expresse et qu'elle n'est pas exclusivement déterminée par les besoins du service, les droits patrimoniaux demeurent, en principe, la propriété de l'enseignant. La rémunération statutaire, y compris les primes et indemnités, ne saurait être regardée comme une cession globale et implicite de ces droits.

2. LES DROITS DONT L'UNIVERSITÉ PEUT SE PRÉVALOIR EN L'ABSENCE D'EXPLOITATION COMMERCIALE

L'université peut légitimement utiliser les œuvres produites par ses enseignants dès lors que cette utilisation reste non lucrative et strictement liée à ses missions, notamment comme :

- l'utilisation des supports pédagogiques dans les enseignements ;
- la diffusion interne à des fins académiques ;
- l'archivage institutionnel ;
- la valorisation symbolique de la production scientifique.

Ces usages relèvent d'une logique de service public et ne constituent pas, en tant que tels, une exploitation économique ouvrant droit à rémunération spécifique.

IV. LA DIFFUSION NUMÉRIQUE : UN RÉGIME DISTINCT ET INSUFFISAMMENT ENCADRÉ

La généralisation des plateformes numériques introduit une complexité nouvelle. Il convient ici d'opérer une distinction claire.

1. PLATEFORMES INSTITUTIONNELLES ET DIFFUSION NON COMMERCIALE

Lorsque les œuvres sont diffusées sur des plateformes institutionnelles, des dépôts universitaires ou des archives ouvertes poursuivant une finalité exclusivement scientifique ou pédagogique, l'université peut être regardée comme disposant d'un droit de diffusion non exclusif. L'enseignant conserve alors l'intégralité de ses droits patrimoniaux et peut exploiter l'œuvre par ailleurs.

Cette diffusion s'inscrit dans une logique d'open access, compatible avec le service public de la recherche.

2. PLATEFORMES PRIVÉES ET LOGIQUES ÉCONOMIQUES

En revanche, lorsque les œuvres sont diffusées sur des plateformes opérées par des acteurs privés susceptibles de tirer un bénéfice économique direct ou indirect de cette diffusion, la situation change de nature. Dans ce cas, la diffusion ne peut être présumée licite sans l'accord exprès de l'auteur.

L'université ne saurait se prévaloir d'un droit automatique de mise en ligne dès lors que l'usage dépasse le cadre strictement académique et entre dans une logique de valorisation économique, même indirecte.

L'absence de règles écrites sur ce point constitue aujourd'hui l'un des principaux angles morts de la gouvernance universitaire.

V. L'INTÉRESSEMENT ABSENT ET LA SUBSTITUTION INDEMNITAIRE

Faute de mécanismes explicites de valorisation, la question des droits d'auteur et des brevets a été progressivement absorbée par un système de primes et d'indem-

nités à caractère forfaitaire. La prime d'intéressement, pourtant centrale dans d'autres systèmes universitaires, n'a pas trouvé droit de cité en Algérie.

Pourtant, ces primes ne sont ni indexées sur une œuvre déterminée, ni liées à une invention brevetée, ni corrélées à une valorisation effective. Elles fonctionnent comme un substitut imparfait, davantage destiné à compenser la faiblesse du traitement indiciaire et à préserver la paix sociale qu'à encourager la création. De plus, la dépense liée à l'intéressement n'a pas vocation à s'imputer sur le budget de l'université. Elle résulte de conventions de recherche ou de collaboration scientifique rémunérées bien évidemment, entre un laboratoire universitaire et une entreprise dans la plupart des cas.

VI. UN RÉGIME INDEMNITAIRE LARGEMENT FORMEL

L'analyse des différentes primes universitaires révèle une faible effectivité : absence d'évaluation indépendante, critères essentiellement administratifs, uniformisation des comportements et dévalorisation progressive du titre d'enseignant-chercheur.

Ces dispositifs entretiennent l'illusion d'une politique de performance ou de rendement, sans produire d'effet incitatif réel ni de différenciation fondée sur la création effective.

VII. ENTRE DROIT ÉCRIT ET PRATIQUES ADMINISTRATIVES

Malgré l'existence de textes clairs, la mise en œuvre demeure limitée : faible culture du brevet, absence de règlements internes, manque de structures de valorisation et d'accompagnement juridique.

De fait, les résultats de la recherche sont souvent intégrés aux activités institutionnelles sans contractualisation, valorisés symboliquement plutôt qu'économiquement, ce qui génère une insécurité juridique latente pour les établissements comme pour les agents.

CONCLUSION

L'Algérie dispose des fondations juridiques nécessaires pour protéger et valoriser la création intellectuelle des agents publics. Le véritable défi réside dans la clarification des règles applicables et leur traduction effective dans les pratiques institutionnelles.

Distinguer clairement les droits de l'enseignant, les droits d'usage non commerciaux de l'université et les situations relevant d'une exploitation économique, notamment numérique, constitue une condition essentielle au développement d'une véritable économie de la connaissance.

À défaut, la recherche publique continuera d'exister juridiquement, sans produire pleinement sa valeur scientifique, économique et sociale.

*Inspecteur en chef de la fonction publique retraité

Annaba

Le barrage Oued Bouhdid livré en mars

Le barrage Oued Bouhdid, destiné à protéger la ville d'Annaba contre les risques d'inondations, devra être réceptionné "au cours du mois de mars 2026", a-t-on appris jeudi auprès de la directrice de l'hydraulique.



Dans une déclaration à l'APS, Mme Djamilia Briki a indiqué que "les travaux en cours font l'objet d'un suivi régulier des services compétents pour hâter la cadence de réalisation et assurer le respect des critères techniques".

Inscrit dans le cadre du programme d'urgence de protection de la ville d'Annaba contre les risques d'inondations, ce projet est l'un des importants projets struc-

turants en cours de réalisation par des moyens et des compétences nationales, a ajouté la même responsable.

D'une capacité théorique de rétention de 750.000 m3, cet ouvrage reçoit les eaux pluviales provenant des monts Edough et des cours de l'ouest de la ville pour les diriger vers Oued Boudjemaâ de la commune d'El Bouni puis la mer. Le projet permet de contrôler le débit des eaux en les réduisant

de 160 m3/seconde à 10 m3/seconde de sorte à protéger la ville d'Annaba et les cités voisines contre les risques d'inondations, a précisé la même source.

A terme, ce projet contribuera à consolider le cadre de vie des citoyens et leur sécurité dans le cadre de la stratégie de l'Etat de renforcement des infrastructures de base et de prévention des catastrophes naturelles, selon la même responsable.

Blida

De nouvelles infrastructures en chantier à Bouinan

La commune de Bouinan, située à l'est de la wilaya de Blida, a bénéficié de plusieurs projets de développement et d'infrastructures publiques importants, actuellement en cours de réalisation, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La commune de Bouinan a bénéficié d'infrastructures dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité, des sports et des services publics, afin d'améliorer le cadre de vie de ses habitants, a-t-on indiqué.

Dans le domaine de la santé, un projet de réalisation d'une polyclinique dans le quartier AADL des 1700+1800 logements "Bouanquoud" de la nouvelle ville de Bouinan est en cours avec un taux d'avancement des travaux de 70 %.

Dans le secteur de l'éducation, la commune a bénéficié de projets importants, notamment la réalisation d'un lycée de 1000 places et d'un bâtiment administratif pour le collège d'enseignement moyen (CEM) du quartier AADL des 1700+1800 logements, ainsi qu'un projet de réalisation d'un autre CEM dans le centre de la nouvelle ville.

Une fois mis en service, ces projets permettront de réduire la pression sur les établissements scolaires existants de la région et d'améliorer les conditions de scolarité des élè-

ves. Compte tenu de la dynamique démographique, cette collectivité locale sera renforcée par un siège de la Sûreté urbaine dans le quartier AADL des 1700+1800 logements "Bouanquoud", dont les travaux avancent à un rythme soutenu, estimé à 45%, et un projet similaire dans le quartier AADL des 5000 logements "El Wouroud", dont les travaux ont été relancés.

La commune de Bouinan enregistre également la réalisation d'un projet stratégique important, à savoir une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de production de 66.000 mètres cubes par jour, destinée à l'irrigation agricole. Les travaux ont atteint un taux d'avancement de 87%.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la récupération et de la valorisation de l'eau, aura un impact positif sur la vie quotidienne des habitants et permettra de préserver les eaux souterraines ainsi que l'environnement, selon les services de la wilaya.

Le projet de salle omnisports d'une capacité de 500 places, implanté en centre-ville, permettra, une fois mise en service, de promouvoir les activités sportives et de jeunesse et d'offrir un espace adapté pour attirer les jeunes, selon la même source.

Alger

Un réseau de trafic de cocaïne démantelé

La Brigade mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) de Staoueli a procédé au démantèlement d'un réseau criminel et à la saisie d'une quantité de drogue dure (cocaïne), selon un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre de la lutte contre les crimes liés au trafic illicite de drogue, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la BMPJ de Staoueli, relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Zéralda, ont démantelé un réseau criminel composé de quatre (4) individus, dont une femme, et saisi 880 grammes de drogue dure (cocaïne)", précise le com-

muniqué. Cette opération a été menée, sous le contrôle du parquet territorialement compétent, "à la suite d'intensives investigations sur le terrain qui ont permis aux enquêteurs de percer à jour l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de drogues dures, et d'identifier et d'arrêter successivement ses membres", souligne la même source, ajoutant que l'opération s'est également soldée par "la saisie de 880 grammes de drogue dure".

Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa, conclut le communiqué.

Une bande de cambrioleurs neutralisée

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un groupe criminel spécialisé dans le cambriolage d'entreprises au niveau des wilayas du Centre, selon un communiqué des mêmes services. Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade des atteintes aux biens relevant de la deuxième circonscription de la Police judiciaire de Bab Ezzouar, ont réussi à "neutraliser un groupe criminel composé de neuf (9) individus (repris de justice), qui ont cambriolé plusieurs entreprises dans les wilayas du Centre au cours de la semaine écoulée", précise le communiqué.

Cette opération intervient après "plusieurs plaintes faisant état de cambriolages ayant ciblé des entreprises, où les malfaiteurs se sont emparés de sommes d'argent et de matériels électroniques".

Les investigations menées par les éléments du service, sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, ont permis d'identifier et d'arrêter les suspects. L'opération s'est soldée par "la saisie et la récupération des équipements et outils utilisés dans les vols, de deux (2) armes en plastique, d'armes blanches prohibées, de sept (7) téléviseurs, de quatre (4) laptops, de 11 téléphones portables, d'une somme d'argent en monnaie nationale de 243 millions de centimes et de cinq (5) véhicules touristiques".

Les suspects ont été déferés devant le parquet territorialement compétent pour constitution d'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime, séquestration d'une personne et vol commis avec port d'armes apparentes et blanchiment d'argent", conclut le communiqué.

Un nouveau quota de 300 logements sociaux

La wilaya d'Annaba a bénéficié d'un nouveau quota de 300 logements publics locatifs dans le cadre des efforts de prise en charge de la demande croissante sur ce type de logement à travers les communes, selon le directeur du logement (DL). Dans une déclaration à l'APS, M. Ali Ketmane a précisé que les services concernés ont entamé les procédures techniques relatives au choix du terrain d'as-

siette approprié pour ce projet. Une commission technique composée des représentants de divers secteurs a procédé à la visite de plusieurs terrains proposés pour évaluer l'état que leur aménagement et de raccordement aux divers réseaux pour permettre le lancement des travaux dans les meilleures conditions, a-t-il indiqué.

L'opération de choix du terrain se poursuit et sera tranchée au terme

des études techniques nécessaires avant le lancement de la concrétisation de ce projet dans les plus proches délais, selon la même source. Il a également souligné que le projet s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics de consolidation de l'offre de logement, d'amélioration du cadre de vie des citoyens et de la satisfaction des préoccupations des demandeurs de logement dans la wilaya.

Guelma

66 routes non classées «prochainement» cataloguées

Pas moins de 66 routes et chemins non classés dans la wilaya de Guelma seront "prochainement" catalogués parmi les chemins communaux (CC), selon le directeur des travaux publics (DTP), M. Salem Nouacer.

Le même responsable a précisé au cours d'une réunion technique tenue au siège de la wilaya, en présence des membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), consacrée à la présentation de projet, que le processus de classification a été proposé en vertu du décret n 80-99 du 6 avril 1980, modifié, relatif à la procédure de classe-

ment et de déclassement des voies de communication.

M. Nouacer a souligné que la liste des routes concernées par la classification en tant que routes communales a été "déterminée en fonction de leur importance économique et touristique, ainsi que du rôle majeur qu'elles jouent dans la connexion entre les différents regroupements résidentiels et centres d'activité, en plus de leur capacité à supporter le passage d'au moins 200 véhicules par jour".

La même source a également indiqué que les voies de communication proposées à cette classification ont été subdivisées en deux

catégories, la première comprenant 23 routes à classer en tant que CW reliant des communes entre elles (chacune d'elles devant relier deux ou plusieurs routes du réseau routier national et traverser deux ou plusieurs communes), tandis que la seconde comprend 43 routes classées "CW séparées" ne traversant qu'une seule commune.

Selon le même responsable, cette nouvelle liste de routes à classer en tant que CW s'ajoute aux autres chemins de même catégorie sur le réseau routier de la wilaya de Guelma qui se compose à l'heure actuelle de 8 routes nationales et 14 chemins de wilaya.

Tébessa

Des fouilles au site archéologique de Bekkaria

La direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Tébesa a lancé des fouilles exploratoires sur un site récemment découvert dans la commune de Bekkaria, selon le directeur local du secteur, Djamel-Eddine Abadi.

Le responsable a précisé à l'APS que ces fouilles ont été entamées à la suite d'informations reçues par la direction, faisant état de la mise au jour d'un site archéologique lors

des travaux de réalisation de la ligne de la voie ferrée minière sur le segment situé entre le chef-lieu de wilaya et la commune de Bekkaria.

Informé, le ministère de tutelle a donné son feu vert à l'entame immédiate de fouilles exploratoires pour identifier le site et en déterminer l'origine et la datation, a encore fait savoir M. Abadi, soulignant qu'une équipe de spécialistes et de

chercheurs en archéologie a été mobilisée et a entamé son travail au début de la semaine en cours.

L'équipe en question s'est vu confier la mission d'étudier le terrain et d'effectuer une documentation archéologique en vue d'identifier le site et d'en déterminer la nature avant de rassembler les pièces archéologiques recueillies et les acheminer vers le musée archéologique, a conclu le directeur de la Culture.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

14 rajab 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h29	12h53	15h26	17h47	19h12



Alors que plus de 180.000 unités sont en cours de réalisation Près de 33.000 logements sociaux distribués depuis 2020

K.Assia

Afin d'assurer un meilleur suivi de toutes les opérations de distribution des logements de type public locatif, une réunion présidée par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène a été tenue en présence des responsables du secteur à savoir le directeur du logement, celui de l'Office de promotion et de gestion immobilière, la chargée du logement au niveau du cabinet de la wilaya, les chefs de daïra d'Oran, d'Arzew, de Gdyl et de Aïn El Turk et les cadres de la direction de l'urbanisme. Une occasion pour étudier le bilan de toutes les opérations des logements sociaux annoncés et non encore distribués.

Par ailleurs, quelque 32.914 logements de type public locatif ont été distribués en cinq ans soit entre 2020 et 2025.

Parallèlement, 182.825 logements toutes formules confondues sont en cours de réalisation selon un rapport détaillé sur l'état des programmes de logement en voie de concrétisation. Celui-ci enregistre un taux d'avancement de l'ordre de 88,20% dont 72.482 unités de type public locatif. La wilaya d'Oran a bénéficié d'un programme de 4.000 logements publics locatifs qui sera réalisé dans 24 communes, dont 820 unités pour la commune d'Oran, 400 autres pour chacune des communes de Bir El Djir et Arzew, 300 unités pour Es-Sénia et Aïn El Turk, 150 unités pour Sidi Benyebka et Hassi Benokba, 100 unités pour les communes d'El Kerma, Sidi Chahmi, Bousfer, El Ançor, Mers El Kebir, Boutlélis, Misserghine, Hassi Mefsoukh, Bethioua, Aïn El Beïda et Oued Tlélât, 80 unités pour Hassi Bounif et 50 unités

pour Aïn El Kerma, Benfreha, Mers El Hadjadj et Tafraoûi. Un délai de 16 mois a été accordé aux promoteurs immobiliers en charge de la réalisation de ce programme qui est supervisé par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Par ailleurs, d'autres opérations sont aussi lancées dont 690 logements publics locatifs supplémentaires à Belgaid (Bir El Djir) et 250 logements à Gdyl. Outre le logement social, un quota de 3.150 logements de type AADL sera réalisé à Aïn El Beïda.

Un site devant abriter ce chantier a été retenu et des directives ont été données pour que toutes les procédures soient ficelées afin d'entamer les travaux de réalisation de ces logements. Un suivi particulier de tous les chantiers en cours a été exigé de la part des services concernés.

Canastel Des denrées avariées, rats et cafards dans un supermarché

Une grave affaire portant atteinte à la santé publique a été mise au jour à Oran, suite à une opération de contrôle inopinée menée dans un supermarché situé à Canastel, après de nombreuses plaintes de citoyens faisant état de conditions d'hygiène alarmantes. Selon la fédération nationale de la protection du consommateur, la visite de contrôle a révélé des infractions sanitaires d'une extrême gravité, notamment la mise en vente de produits alimentaires périmés, ainsi que la présence

en grand nombre de rats et de cafards à l'intérieur des locaux, y compris dans les zones de stockage des céréales et des denrées sensibles, constituant une violation flagrante des normes d'hygiène et de sécurité sanitaire.

L'opération a été menée en coordination avec la commission mixte regroupant les services de la santé et de l'hygiène, et les services de sécurité. Les constats effectués sur place ont confirmé l'ampleur des manquements, mettant directement en danger la

santé des consommateurs. Des poursuites judiciaires et administratives ont été engagées à l'encontre du propriétaire du commerce. Une vidéo choquante documentant l'état réel du supermarché a été diffusée par la fondation nationale de la protection du consommateur. Les images montrent clairement la prolifération très importante de rats et de cafards, circulant librement parmi les produits alimentaires, suscitant une vive indignation de l'opinion publique.

Du 21 au 24 janvier au CCO Le 1^{er} Salon international des équipements hôteliers et de la restauration

La ville d'Oran accueillera la première édition du Salon international des équipements hôteliers, de la restauration et des services (Hostex Expo), qui se tiendra du 21 au 24 janvier au Centre des conventions «Mohamed Benahmed», a-t-on appris, mercredi, des organisateurs.

Ce salon, organisé sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, verra la participation d'environ 70 exposants activant dans les domaines de l'industrie hôtelière, de la restauration et des équipements, ainsi que de professionnels spécialisés dans le design hôtelier, les servi-

ces de bien-être et de «SPA», les arts culinaires et l'hospitalité, a déclaré, à l'APS, M. Noureddine Abderrahmane, responsable de production au sein de la société «SARL Mode Event», basée à Alger et organisatrice de cette manifestation.

Ce salon vise à présenter les dernières innovations dans le domaine de l'industrie hôtelière et de la restauration, notamment en matière d'équipements, de services, de technologies et de solutions numériques, tout en valorisant les compétences algériennes dans ce secteur, en particulier dans les arts culinaires, le design

hôtelier et les services liés au tourisme d'affaires et aux salons. Il ambitionne également d'encourager les partenariats entre les secteurs public et privé afin de renforcer l'industrie hôtelière en Algérie, selon la même source. Ce rendez-vous économique a aussi pour objectif d'offrir un espace d'échange et de formation à travers des conférences, des ateliers de type «master class», des rencontres bilatérales, ainsi que des concours dans les arts culinaires, tous programmés dans le cadre du Salon international des équipements hôteliers, de la restauration et des services, conclut-on.

Douanes-ANP Plus de 435.000 comprimés psychotropes saisis au port

K.Assia

Une importante prise de comprimés psychotropes a été effectuée, mercredi dernier, par les douaniers du port d'Oran en coordination avec les services de l'ANP. Cette opération de qualité a été effectuée lors du traitement des passagers en provenance de la ville espagnole (Almería). Les douaniers relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran Port en collaboration avec les éléments de l'ANP de la 2^{ème} Région militaire sont parvenus à mettre la main sur une quantité de 435.500 comprimés psychotropes de mar-

que Ecstasy qui était soigneusement dissimulée dans deux véhicules en provenance de cette ville espagnole. Les propriétaires des véhicules ont été arrêtés et remis aux services compétents pour le complément des investigations. Les douaniers ont saisi les produits psychotropes ainsi que les deux véhicules. Du côté des douanes, on saura que cette opération reflète le niveau de coordination et la mobilisation permanente des différents corps d'Etat dans cette lutte sans merci contre le trafic de la drogue et ce afin de préserver la santé publique. Le mois dernier, 18,074 kg de cocaïne, 3,380 kg

de kif traité et un montant de 228 millions de centimes ont été saisis par les éléments de la brigade mobile des douanes relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur et les services de l'ANP. Ces opérations viennent en application du dispositif mis en place par les douanes algériennes visant à lutter contre le trafic de drogue et à préserver la sûreté et la sécurité du pays.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 rajab 1447

El Fedjr
06h43

Dohr
13h08

Assar
15h44

Maghreb
18h05

Icha
19h29



Approvisionnement du marché en viande rouge Plus de 10.000 ovins espagnols réceptionnés au port d'Oran



J.Boukraa

Le port d'Oran a accueilli la semaine dernière une importante cargaison d'ovins importés, s'inscrivant dans la stratégie des pouvoirs publics visant à renforcer l'approvisionnement du marché national en viande rouge et à contribuer à la régulation des prix, dans un contexte marqué par une forte demande des consommateurs.

La cargaison réceptionnée est composée de 10.462 têtes d'ovins, importées directement d'Espagne. Cette quantité est exclusivement destinée à l'abattage afin d'assurer une disponibilité de viande rouge sur le marché national au cours des prochaines semaines. Dès l'accostage du navire, les services vétérinaires compétents ont procédé à une inspection sanitaire rigoureuse et exhaustive du cheptel. Les contrôles effectués ont confirmé que

l'ensemble des animaux se trouvait dans un excellent état de santé, présentant une bonne vitalité et ne représentant aucun risque pour la santé publique. Une fois les contrôles achevés et la conformité sanitaire du cheptel établie, les services concernés ont entamé la délivrance des certificats sanitaires officiels, autorisant l'acheminement des ovins vers les abattoirs agréés.

Cette étape permettra l'injection rapide des viandes issues de cette opération dans les circuits de distribution nationaux. Selon des spécialistes du secteur, cette opération illustre la continuité de la politique de l'Etat visant à recourir à l'importation de bétail comme levier pour garantir la disponibilité des viandes rouges, préserver le pouvoir d'achat des citoyens et assurer un équilibre durable du marché, tout en respectant strictement les normes de qualité et de sécurité sanitaire.

Requalification des entrées de la ville 5 ronds-points d'Oran ciblés par des opérations de réaménagement

J.Boukraa

Un important projet de réaménagement et de requalification des entrées de la ville d'Oran et de plusieurs axes routiers stratégiques sera lancé à travers cinq ronds-points majeurs, dans le cadre d'une opération visant à améliorer durablement le paysage urbain et le cadre de vie des citoyens.

Ce programme concerne les axes suivants : le rond-point El Bahia, l'axe reliant le stade Ahmed Zabana à la cité Emir, le tronçon allant du rond-point du quartier Djamel Eddine à celui du quartier Essabah, l'axe reliant le rond-point Nakkach au boulevard des Lions, ainsi que le trajet allant de Haï El Louz au quartier Rouchi à Bouamama. C'est dans ce contexte que le wali de la wilaya d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, a présidé la semaine dernière une réunion de tra-

vail consacré au suivi et à l'examen de ce projet structurant. La rencontre s'est tenue en présence du directeur de l'administration locale et du bureau d'études chargé de l'élaboration technique du projet. Lors de cette réunion, le wali a écouté une présentation détaillée exposant les différentes phases de réalisation ainsi que les solutions techniques retenues. Le projet prévoit notamment la réhabilitation des trottoirs, la modernisation de l'éclairage public, l'aménagement de cheminements piétons sécurisés, ainsi que des opérations de plantation et de végétalisation, contribuant à la protection de l'environnement et à l'embellissement des espaces urbains.

Ce programme s'inscrit dans une vision globale de développement urbain durable, destinée à donner à Oran un visage moderne et conforme à son rayonnement régional et national.

Lutte contre le commerce des stupéfiants 6 individus arrêtés et plus de 35.000 comprimés psychotropes saisis

K.Assia

Un réseau de crime organisé composé de six individus vient de tomber dans les filets de la brigade de recherche et d'intervention BRI de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Une quantité de 35.250 de comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg et deux véhicules utilisés dans le transport ont été saisis. Les investigations ont été lancées à la suite d'informations parvenues aux policiers indiquant que des individus se

servaient de leurs domiciles pour stocker et surtout mener leurs transactions en utilisant plusieurs véhicules pour écouler le produit prohibé. Les enquêteurs avisent le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene et un dispositif de surveillance est mis en place afin de connaître les déplacements des membres de ce réseau. Ce plan a donné lieu à leur arrestation et à la saisie de deux véhicules, d'une quantité de 35.250 comprimés psychotropes en plus d'un montant de 53 millions de centimes.

Ils ont été présentés au tribunal pour transport, commercialisation de stupéfiants en vue de trafic au sein d'un réseau de crime organisé, atteinte à l'économie nationale et à la santé publique et placés sous mandat de dépôt.

Saïda Un projet de 200 logements lancé

Les travaux de réalisation de 200 logements promotionnels aidés (LPA) ont été lancés à Saïda, a-t-on appris, jeudi, auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Ce programme d'habitat est en cours de concrétisation au quartier Dhar Cheikh, dans la ville de Saïda, avec un délai de livraison fixé à 18 mois. Le Directeur de l'OPGI de Saïda, M. Djebri Abderrahmane, s'est rendu, récemment, sur le chantier de ces logements, où il a instruit les entreprises chargées de la réalisation et les bureaux d'études, d'accélérer le rythme des travaux, de renforcer les chantiers en main-d'œuvre, de respecter les normes de qualité et assurer une coordination permanente entre les différents intervenants, afin de lever les con-



traintes enregistrées et de mener ce projet à terme dans les délais impartis, selon la même source. Par ailleurs, au niveau du même quartier, la réalisation de 100 logements relevant de la même formule, est en cours, avec une cadence de travaux soutenue. Leur réception est programmée pour le milieu de l'an-

née 2026. La direction de l'Habitat de la wilaya de Saïda recense un programme global de logements promotionnels aidés (LPA) et socio-participatifs (LSP) estimé à 6.715 unités, dont 3.461 ont déjà été achevés, 1.062 sont en cours de réalisation, tandis que le reste est au stade de lancement.

Tiaret Le réseau routier de Oued-Lili renforcé

Les travaux de réalisation d'une route destinée à faciliter les déplacements des habitants de plusieurs regroupements ruraux ont été lancés dans la commune de Oued-Lili, dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris, jeudi, du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), M. El-Hadj Djilali.

Selon M. Djilali, cette route, d'une longueur de 5,7 km, reliera les zones d'Ain-Bradjah, Dar El-Basri, Ouled-Ya-

hia, El-Mouahba et El-Hessaïs, permettant ainsi aux habitants de bénéficier d'un accès plus facile à la ville d'Oued-Lili.

Cet axe routier contribuera également à dynamiser le développement économique local, en facilitant l'accès des agriculteurs à leurs exploitations situées dans les zones montagneuses. Il revêt, par ailleurs, une importance particulière pour la protection et la valori-

sation du couvert forestier, compte tenu des difficultés engendrées par l'ancienne piste en terre desservant ces régions.

Le projet, dont la livraison est prévue dans un délai de six mois, s'inscrit dans le cadre du programme de soutien aux projets de développement social et économique de l'année écoulée, pour un coût estimé à 50 millions de dinars, a précisé la même source.

Mascara Plus de 200 communaux formés sur la prévention des MTH

Plus de 200 agents relevant des bureaux communaux de la santé et de l'hygiène de la wilaya de Mascara ont bénéficié, durant la période allant du début du mois d'octobre à la mi-décembre courant, d'une formation spécialisée dans le domaine de la prévention des maladies à transmission hydrique (MTH), selon les services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mascara, M. Fouad Aissi, a présidé mercredi la cérémonie de remise des attestations de formation au profit de plus de 200 agents des bureaux de la santé et de l'hygiène des commu-

nes de la wilaya, couronnant ainsi le cycle de formation qu'ils ont suivi dans le domaine de la prévention des MTH.

Cette formation a comporté des cours théoriques axés sur plusieurs volets, notamment le cadre juridique régissant les missions des structures communales chargées de la santé et de l'hygiène, des notions générales sur les maladies transmissibles par l'eau et les aliments, ainsi que les méthodes d'identification des sources de pollution de l'eau et de gestion des risques sanitaires.

Les agents ont également reçu des explications dé-

taillées sur les aspects pratiques quotidiens liés à la lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Ils ont, par ailleurs, acquis des connaissances sur les principales maladies épidémiques, telles que la fièvre typhoïde, le choléra et l'hépatite virale, ainsi que sur les mécanismes de coordination avec les organismes compétents pour faire face aux crises résultant de la pollution de l'eau potable. Ils ont aussi été formés aux techniques de prélèvement, de conservation, de transport et d'analyse des échantillons, ainsi qu'à l'interprétation des résultats.

El Bayadh Un bus se renverse, 6 blessés

Six personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, mercredi dans la wilaya d'El Bayadh, a indiqué un communiqué des services de la Protection civile.

La même source a indiqué que le poste avancé de la Protection civile, appuyé

par l'unité principale, est intervenu ce matin à 7h55, suite à un accident de la route consistant en un dérapage puis le renversement d'un minibus, sur la route nationale RN 47, au niveau de la localité de Laguermi.

L'accident a fait six blessés, âgés de un (01) à 45

ans, souffrant de blessures et de douleurs de différents degrés de gravité. Les victimes ont reçu les premiers secours sur place, avant d'être évacuées vers l'hôpital d'El Bayadh pour une prise en charge médicale appropriée, a-t-on indiqué.

Tindouf 2026, l'année des projets stratégiques

La wilaya de Tindouf aborde la nouvelle année 2026 dans un contexte marqué par une dynamique de développement notable, portée par la concrétisation de plusieurs grands projets stratégiques devenus un symbole fort du développement national, contribuant à asseoir la position de la wilaya en tant que pôle économique et de développement prometteur aux niveaux national et africain.

Parmi ces projets, figure en tête le complexe minier de fer de Gara Djebilet, entré effectivement en phase d'extraction du minerai de fer, constituant ainsi un apport qualitatif à l'économie nationale hors hydrocarbures et une concrétisation de la vision de l'Etat visant à diversifier les sources de revenus et à renforcer la sécurité économique.

Ce projet stratégique a bénéficié d'un intérêt particulier de la part des hautes autorités du pays. Sa réalisation a été accompagnée d'un mégaprojet ferroviaire s'étendant sur près de 950 km, reliant le gisement de Gara Djebilet à la wilaya de Béchar, ce qui contribuera à faciliter le

transport du minerai et à renforcer les infrastructures logistiques de la région.

Le projet ferroviaire, dont la mise en service est prévue dans les prochaines semaines, représente un défi technique et humain majeur.

Néanmoins, les compétences algériennes ont relevé ce défi en enregistrant des taux de réalisation avancés, avec l'achèvement de certaines parties des travaux avant les délais contractuels, témoignant ainsi de l'expertise nationale acquise dans la réalisation de grands projets stratégiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le pont africain que forme le poste frontalier terrestre "Mustapha Ben Boulaïd", considéré comme l'un des plus importants postes frontaliers du continent africain, a été concrétisé.

Ce poste frontalier est appelé à devenir un axe vital reliant l'Algérie à sa profondeur africaine et à faciliter les échanges commerciaux, notamment grâce à la création

d'espaces dédiés au libre-échange des produits, conférant ainsi à la wilaya de Tindouf une nouvelle dimension économique et un rôle central dans l'animation de la dynamique commerciale continentale.

Il y a lieu de citer également le projet de l'usine de traitement primaire du minerai de fer, actuellement en cours de réalisation.

Une fois mise en exploitation, cette unité permettra d'éliminer une part importante des impuretés et de réduire le taux de phosphore, les étapes ultérieures de traitement devant être achevées au niveau de l'usine de la wilaya de Bechar, dans le cadre d'une intégration industrielle réfléchie.

Dans le secteur de l'énergie et des services, le directeur de l'Énergie de la wilaya de Tindouf, M. Mustapha Benabdelkader, a indiqué que la wilaya dispose actuellement de 13 stations-service, dont certaines relevant du groupe Naftal et d'autres privées, avec la programmation du renforcement du réseau par la réalisation d'une station-service moderne au niveau du poste frontalier.

Naâma Coup d'envoi au Camp africain de la communication

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a présidé mercredi soir à l'oasis de Tiout, au sud de la wilaya de Naâma, la cérémonie officielle d'ouverture du Camp africain de la communication et de l'échange entre les jeunes.

L'événement rassemble environ 1 200 jeunes issus de différentes wilayas du pays, ainsi que 50 autres participants représentant 28 pays africains et arabes.

Dans son allocution, M. Hidaoui a souligné que l'organisation de ce camp s'inscrit dans la mise en œuvre de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebbou-

ne, qui place l'investissement dans la jeunesse au cœur de ses priorités.

Le camp vise à promouvoir les valeurs de fraternité, de coopération et de communication entre les peuples africains, contribuant ainsi à la paix, à la sécurité et au développement durable sur le continent, a-t-il ajouté. Le ministre a précisé que cette initiative a pour objectif de renforcer les capacités des jeunes, de les accompagner, de leur offrir des espaces propices à la concrétisation de leurs projets et de développer leur esprit de citoyenneté active.

Il a également indiqué que le camp constitue une occasion unique de créer

des liens entre les jeunes africains, porteurs de valeurs de liberté, de progrès et de prospérité, tout en reflétant la richesse et la diversité des cultures, de l'histoire, des coutumes et des traditions du continent.

De son côté, le wali de Naâma, Lounes Bouzegga, s'est félicité que la wilaya devienne, à cette occasion, un espace de rencontre entre les jeunes algériens et africains, favorisant la connaissance mutuelle, l'échange d'expériences et le renforcement des liens d'amitié. Il a ajouté que cet événement met également en valeur les potentialités touristiques de la région et propose diverses activités sportives, artistiques et créatives.

Aïn Temouchent Un trafic de drogue démantelé

Les services de police d'Aïn Temouchent ont réussi à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic illicite de stupéfiants et à saisir 15,6 kg de kif traité, selon ce corps de sécurité.

Cette opération, menée par la brigade de lutte contre le trafic de drogue, relevant du service de wilaya de la police judiciaire,

a été réalisée sur la base d'investigations minutieuses de terrain.

Elle s'est soldée par l'arrestation de trois personnes impliquées dans cette activité criminelle et la saisie de la quantité de drogue précitée, selon le communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya d'Aïn Temouchent.

L'opération a également permis la saisie de deux véhicules touristiques utilisés par les membres du réseau dans leurs activités

criminelles, ainsi que d'une embarcation de plaisance équipée d'un moteur de 115 chevaux et d'une somme de 1,6 million de dinars provenant des revenus de leur activité illégale, a fait savoir la même source.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les trois mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes, a ajouté la source.

CAN-2025 - Désignation de l'arbitre égyptien Mohamed Maarouf pour Algérie-RD Congo La vigilance de mise

M. Zeggai

A trois jours de l'affiche met tant aux prises l'équipe nationale à son homologue du RD Congo, dans le cadre des 8^{èmes} de finale de la CAN-2025, ce match pourrait bien avoir débuté dans les coulisses. La désignation de l'arbitre égyptien, Mohamed Maarouf, issu de l'UNAF, pour diriger un match impliquant une équipe appartenant à la même zone géographique soulève de sérieuses interrogations quant au principe fondamental de la neutralité. Cette décision donne l'impression d'une neutralité de façade, comme si l'on cherchait à endormir les 'Verts'.

C'est du moins l'avis de nombreux fans des 'Verts', présents à Rabat. Cela ne peut être perçue comme anodine.

Car dans ce type de contexte tendu, le moindre coup de sifflet, la plus petite décision disciplinaire, peut faire basculer le match et faire sortir nos joueurs

du match. Selon de nombreux observateurs, cette décision suscite de légitimes interrogations, voire une profonde inquiétude, surtout lorsqu'on sait les relations bien connues et les équilibres d'intérêts entre le Sud-africain Patrice Motsepe, le Marocain Fouzi Lekjaâ et l'Egyptien Hany Abou Rida, il est difficile de croire au simple hasard.

Ce cumul de facteurs troublants alimente le doute et renforce le sentiment d'un contexte loin d'être serein. Il ne s'agit pas là d'accuser, mais d'alerter. Dans ce contexte, une question cruciale s'impose : l'Algérien Djamel Haidmoudi, membre de la Commission d'arbitrage à la CAF, en tant que représentant de l'UNAF, aura-t-il la capacité - surtout la liberté - de défendre les intérêts de l'EN ? Pourra-t-il faire entendre une voix juste et équilibrée ? Ou bien se retrouvera-t-il à un simple figurant, privé de tout réel pouvoir, contraint de s'aligner sur des dé-

cisions, venues d'en haut ? Autant de questions qui demeurent sans réponse, à l'heure actuelle. Une chose est certaine cependant : la vigilance doit être totale. Car lorsque les coulisses s'agitent autant, le terrain n'est plus le seul juge. Et quand le doute s'installe avant même le coup d'envoi, c'est toute la crédibilité de la compétition qui se retrouve menacée.

En somme, les Algériens devront redoubler se tenir sur leurs gardes. Ce climat devient d'autant plus préoccupant que l'équipe nationale, par sa régularité et ses résultats s'est imposée comme un sérieux prétendant. L'EN force désormais le respect, mais surtout, elle commence à déranger certains décideurs dont l'objectif paraît clair : écarter l'équipe nationale de la course au titre avant même que le verdict ne soit rendu sur le terrain. Non pas par le jeu ou le mérite, mais par des calculs de couloirs, des influences et des décisions orientées.

Les Mondialistes africains au rendez-vous à la CAN 2025

Sept des neuf sélections africaines dont l'Algérie, déjà qualifiées pour la Coupe du Monde 2026, ont validé leur billet pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025, à l'issue de la phase de groupes, a indiqué la FIFA dans un premier bilan publié à l'issue du premier tour de la compétition continentale. L'Algérie, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Sénégal, le Maroc et la Tunisie ont franchi la phase de groupes de la CAN 2025. La RD Congo, prochain adversaire de l'Algérie en 8^e de finale de la CAN

2025, reste toutefois concernée par un passage par le Tournoi de barrage de la FIFA pour composer son billet pour la phase finale du Mondial, prévue en juin et juillet 2026 en Amérique du Nord. La phase de groupes de la CAN 2025 a été marquée par les performances de plusieurs joueurs évoluant dans des sélections mondialistes, à l'image de l'Algérien Riyad Mahrez, co-metteur du tournoi avec trois réalisations, ou encore du jeune sénégalais Ibrahim Mbaye. La sélection algérienne s'est particulièrement distinguée en réali-

sant un sans-faute, avec trois victoires en trois matchs, devenant la seule équipe qualifiée pour le Mondial 2026 à réussir cet exploit lors de cette phase de groupes, souligne l'instance suprême du football mondial sur son site officiel. Les Verts partagent cette performance avec le Nigeria, non qualifié pour la Coupe du Monde 2026, éliminé justement par la RDC en barrage africain. Les Verts, en quête d'un troisième sacre continental après ceux de 1990 et 2019, affronteront la RD Congo en huitièmes de finale, mardi à 17h00.

La vie des clubs

R. S.

NC MAGRA : SAID HAMMOUCHE REMERCIÉ

Malgré une dynamique positive, la décision de la direction du NC Magra de mettre fin aux fonctions du coach Said Hammouche suscite une vive incompréhension. Arrivé dans un contexte délicat, l'entraîneur en question a dirigé le Nejm durant 12 matches, ne concédant qu'une seule défaite face au leader, l'US Biskra. Un bilan globalement satisfaisant qui lui a permis de redonner de la stabilité au club et d'améliorer sensiblement les résultats par rapport au début de saison. Ce limogeage pose de réelles interrogations quant aux critères de gestion adoptée par les dirigeants du NCM. Said Hammouche, lui, a quitté son poste avec le sentiment du devoir accompli.

ABDELKADER AMRANI RETOURNE À LA JS SAOURA

La direction de la JS Saoura a annoncé dans un communiqué, la nomination d'Abdelkader Amrani au poste d'entraîneur principal. Dans le même communiqué publié sur les réseaux so-

ciaux du club, la direction de la JSS a également annoncé le renforcement du staff technique. Hedroug Nadir a été nommé préparateur physique. Amrani prend les rênes de la barre technique de la JS Saoura après un premier passage en 2013, avec pour mission de maintenir la dynamique positive de l'équipe et de jouer les premiers rôles au championnat de Ligue 1. Il remplace Lotfi Boudraâ qui a quitté le club de Béchar le mois de novembre dernier alors que l'équipe pointait à la 4^e place du classement. La JS Saoura occupe actuellement la 3^e place du classement de Ligue 1, avec l'Olympique Akbou et le MC Oran.

MB ROUISSAT : CHERIF HADJAR SUR LE DÉPART ?

Selon plusieurs sources concordantes, l'entraîneur Cherif Hadjar songe à mettre fin à son aventure avec le MB Rouissat. Cette information qui circule, avec insistance, dans l'entourage du club, intervient dans un contexte particulièrement tendu, marqué par des divergences internes et une atmosphère lourde au sein de la direction et le coach. On

parle d'un conflit entre Chérif Hadjar et le président du MBR.

UNE DEUXIÈME RECRUE POUR L'O. AKBOU

L'Olympique Akbou a engagé le défenseur central Mekideche Nassim, en provenance de Halifax Wanderers FC (Canadian Premier League), a annoncé le club sur ses réseaux sociaux. Agé de 26 ans Mekideche Nassim s'est engagé pour une durée de deux ans et demi, précise la même source. Au cours de sa carrière, la nouvelle recrue akbouciennne a évolué dans plusieurs clubs entre autres la JS Kabylie en catégorie jeune, avant de signer au club tunisien SC Hammam-Lif, en première division pour une saison. Son parcours se poursuit ensuite au Canada avec Valour FC (Canadian Premier League), puis aux Etats-Unis en MLS (Major League Soccer) sous les couleurs du Sporting Kansas City. Mekideche Nassim est la deuxième recrue hivernale de l'O. Akbou après l'attaquant polyvalent tunisien Hamdi Labidi qui a signé pour deux ans et demi, en provenance de l'Amnat Baghdad SC (Irak).

Meracto Le FC Barcelone s'intéresse à Maza



À la CAN, un profil rare attire déjà les regards. Technique, audacieux, décisif : l'Europe commence à s'agiter autour de lui. Depuis le début de la Coupe d'Afrique des Nations, le FC Barcelone garde un œil attentif sur plusieurs talents en pleine émergence.

Fidèle à sa tradition de détection précoce, le club catalan s'intéresse particulièrement à un joueur dont les prestations combinent élégance, personnalité et impact immédiat dans le jeu.

À seulement 20 ans, ce profil commence à faire l'unanimité parmi les observateurs, au point d'être désormais cité comme l'un des grands gagnants individuels de cette CAN.

Selon la presse espagnole, l'heureux élu se nomme Ibrahim Maza, milieu offensif du Bayer Leverkusen. Formé en Allemagne et recruté l'été dernier en provenance du Hertha Berlin, Maza s'est rapidement imposé comme un joueur à part. Meneur de jeu naturel, dribbleur soyeux, capable d'évoluer entre les lignes ou plus haut sur le terrain, il répond parfaitement aux

critères recherchés par les recruteurs blaugranas pour l'avenir. Avec la sélection algérienne, Maza est déjà perçu comme un futur patron. Son absence lors du match d'ouverture face au Soudan avait d'ailleurs surpris, voire irrité, une partie des supporters. Entré en fin de rencontre, il avait immédiatement changé le rythme du jeu. Titularisé ensuite contre le Burkina Faso, il a confirmé son statut en terminant MVP du match. En Algérie, beaucoup estiment que les clés du jeu lui reviendront rapidement, tant son profil rappelle un certain Mourad Meghni, référence technique d'une autre époque. Sous contrat jusqu'en 2030 à Leverkusen, Maza n'est évidemment pas un dossier simple. Mais à Barcelone, on surveille déjà ses prestations avec attention, convaincu que ce type de meneur créatif, rare et moderne, correspond à l'ADN du club. Si l'été prochain devait confirmer les promesses entrevues à la CAN, le nom d'Ibrahim Maza pourrait rapidement s'imposer parmi les dossiers prioritaires du Barça.

O. Marseille: Amine Gouri opérationnel contre Nantes



L'international algérien de l'Olympique Marseille, Amine Gouri, éloigné des terrains depuis octobre dernier à cause d'une blessure à l'épaule, pourrait effectuer son grand retour à la compétition dimanche prochain à l'occasion du match contre Nantes comptant pour la 17^e journée du championnat de Ligue 1, a rapporté la presse locale. Absents pendant de longues semaines, le buteur algérien de l'OM, est de retour à l'entraînement collectif depuis la reprise dimanche dernier. Il pourrait même jouer face à Nantes dimanche et constituera un vrai renfort pour Marseille en 2026, ajoute la

même source. Pour rappel, Amine Gouri, 25 ans, a été éloigné des terrains après une lourde blessure à l'épaule contractée lors d'un match avec l'Algérie contre l'Ouganda en octobre pour le compte de l'ultime journée des qualifications au Mondial 2026. L'opération qui a suivi l'a privé d'une quinzaine de rencontres et de la CAN 2025. Malgré un retour prudent aux entraînements dès mi-décembre, son état physique est jugé prometteur, et il pourrait retrouver le terrain plus tôt que prévu, alors qu'il visait initialement le Trophée des Champions le 8 janvier, selon la même source.

Bilan 2025 : l'humanité en faillite...

Par Nabil MATI*

Comment en sommes-nous arrivés à un tel degré de désensibilisation ? À ce point où l'on contemple, sur nos écrans, le carnage à ciel ouvert de Gaza ou de Kiev comme un simple flux d'images parmi tant d'autres. Des journalistes, appelons-les plutôt commentateurs complaisants, qui ont maintenu la même ligne éditoriale tout au long de ces conflits, s'acharnant à banaliser l'horreur, voire à la justifier, nous assénant quotidiennement leurs verdicts binaires. Pour la Palestine : Israël aurait le « droit de se défendre », la privation de nourriture de la population palestinienne constituerait une mesure légitime. Pour l'Ukraine : on fait croire qu'elle peut vaincre la Russie, prolongeant ainsi un conflit meurtrier. Dans les deux cas, la même logique : la faute des uns, l'innocence absolue des autres. Le premier conflit serait imputable aux seuls Russes, puisqu'ils auraient « attaqué ». Le second se réduirait au 7 octobre. Comme si ces guerres n'avaient pas d'histoire. Comme si l'on pouvait réécrire le passé en sélectionnant arbitrairement des dates-repères, effaçant tout ce qui précède pour mieux légitimer l'inacceptable.

À ces malheurs qui ont frappé le monde s'ajoutent l'ascension et la consolidation au pouvoir de figures extrémistes de premier plan. Le retour de Donald Trump à la présidence américaine, porté par la vague de l'extrême droite et à la tête de l'État le plus puissant au monde, a précipité une situation déjà catastrophique, institutionnalisant le cynisme et l'impunité comme principes de gouvernance et insufflant une folie supplémentaire à un ordre mondial déjà vacillant.

Cette année 2025, sans exagération, est la pire qu'ait connue notre génération, comme celle de millions de personnes à travers le monde. Elle aurait dû être un moment d'espoir et de célébration. Au lieu de cela, 2025 laisse derrière elle un sentiment de pesanteur et un goût amer. Le monde dit « civilisé », celui qui se réclame des Lumières, s'éteint en révélant un nouveau visage : une image qui restera, sans doute, gravée dans l'histoire de l'humanité, celle de l'effondrement de ses propres valeurs.

L'extermination de populations entières, femmes et enfants sans aucune distinction, la spoliation des terres, la famine organisée, la torture des prisonniers, voire le viol, le mépris affiché du droit international, le tout mené sous couvert d'un récit forgé par les sanguinaires et légitimé par une prétendue légalité internationale, dans l'indifférence quasi générale. Les principes humanistes proclamés en temps de paix se sont évanouis face aux intérêts géopolitiques.

En outre, l'irruption du monde numérique, déjà y a quelques années aurait pu incarner l'émancipation et le progrès et l'ouverture vers les autres. Au lieu de cela, ces technologies, nouveaux moyens de communications, ont eux aussi libéré la parole du diable, et censurer les paroles qui rassemblent et

L'année 2025 s'achève sur un constat encore plus funeste que celui qui l'a précédée : des centaines de milliers de vies anéanties dans des conflits qui, pour beaucoup, auraient pu être évités. L'Ukraine et la Palestine incarnent tragiquement cette détresse. Une fois encore, les logiques économiques, militaires et géopolitiques ont prévalu sur la valeur de la vie humaine. Cette suprématie des intérêts sur l'humain s'est imposée avec une brutalité et une ampleur qui heurtent et ébranlent la conscience de notre époque.



qui appel à la raison se sont muées en instruments de guerre et de surveillance, donnant naissance à une forme nouvelle de techno-populisme post-idéologique, fondé non pas sur les idées mais sur les algorithmes mis au point par les ingénieurs du chaos, comme le souligne Giuliano da Empoli dans son ouvrage *Les Ingénieurs du chaos*.

L'avènement de l'intelligence artificielle a porté cette dérive à un niveau inédit. En Palestine, Israël déploie des systèmes comme « Lavender » et « Gospel », des intelligences artificielles qui génèrent des listes de cibles et optimisent les frappes. Selon des témoignages d'anciens responsables militaires, ces algorithmes analysent des milliers de données pour désigner qui doit mourir, transformant l'assassinat en processus automatisé. Les drones Harop et les systèmes autonomes de surveillance font de Gaza un laboratoire à ciel ouvert pour la guerre algorithmique.

En Ukraine, les deux camps utilisent des drones kamikazes « intelligents », des systèmes de reconnaissance par IA, et des algorithmes de ciblage qui accélèrent le cycle décisionnel de la mort. Les populations

civiles deviennent les cobayes involontaires de ces technologies létales. Et ce n'est là que le commencement : l'avenir recèle sans nul doute des catastrophes dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur.

Si l'être humain a abdiqué son humanité dans ces conflits, l'intelligence artificielle n'est que le reflet amplifié de cette déchéance. La machine n'a pas d'âme : elle ne fait qu'exécuter, avec une efficacité redoutable, la volonté de ceux qui l'ont conçue pour tuer. S'impose ainsi un nouveau paradigme où la technologie, loin de rapprocher les peuples, perfectionne les moyens de destruction. Elle ajoute une strate supplémentaire de froideur et de déshumanisation à un monde déjà exsangue. Comme si l'humanité, au bord du gouffre, choisissait délibérément d'y verser le poison qui achèvera sa chute.

Il est important de rappeler que ce qui se déroule en Palestine a été qualifié de génocide par l'ONU, de nombreuses organisations de défense des droits humains et une large majorité de spécialistes. Il s'agit d'une campagne de massacres de masse d'une ampleur sans précédent dans l'histoire contemporaine.

Même après l'annonce d'un cessez-le-feu en octobre 2025, plus de 300 Palestiniens ont encore péri. Et l'on ose parler d'amélioration, simplement parce qu'auparavant, ce nombre de victimes tombait chaque jour.

Nous avons atteint ce point de désespoir où la mort de centaines d'êtres humains semble presque dérisoire. La tragédie s'est muée en routine, et notre cœur collectif, anesthésié par l'actualité médiatique et numérique, s'est dangereusement habitué à ces bilans macabres. Les bombardements se sont succédé à un rythme tel que l'on avait à peine le temps de commenter l'un qu'il était déjà éclipsé par le suivant, dans une spirale infinie qui a saturé la scène médiatique et cognitif, plongeant le monde dans un mélange de sidération et d'impuissance.

Pire encore, celles et ceux qui osent dénoncer cette horreur sont réduits au silence, emprisonnés, criminalisés. À force de nous imposer ce quotidien macabre, de normaliser l'innommable, l'empathie s'érode. Quelque chose d'essentiel, de profondément humain, se brise en nous.

L'année 2025 nous a fait assister

à une course macabre, encore plus intense que l'année précédente, vers le plus sinistre des palmarès : qui aura exterminé le plus de vies, massacré le plus de populations, condamné à la famine le plus grand nombre ? Qui aura déployé le plus de mensonges, perfectionné l'art de la manipulation ? Cette compétition dans l'abomination rappelle cette sentence attribuée à Dostoïevski : « Rassurez-vous, l'enfer est assez vaste pour tout le monde ; cela ne mérite pas toute cette concurrence acharnée pour savoir qui d'entre vous sera le pire. »

Et de l'autre côté du gouffre, 2025 laissera également le souvenir de ceux qui ont persévéré dans leur contemplation passive, spectateurs complices de l'innommable. Car eux aussi ont abdiqué, au cours de cette année funeste, ce qui faisait d'eux des êtres humains. Entre ceux qui agissent et ceux qui observent en silence, la différence s'est réduite à néant.

Face à cette débâcle morale, une question lancinante s'impose : comment reconstruire ce qui a été détruit ? Comment retrouver cette humanité que nous avons collectivement abdiquée ? L'histoire nous enseigne que les grandes catastrophes humanitaires laissent des cicatrices indélébiles, non seulement dans les corps mais dans les consciences. Pourtant, jamais auparavant l'effondrement n'avait été si méthodiquement documenté, diffusé, normalisé. Nous sommes les témoins d'une époque où l'horreur ne se cache plus dans l'ombre mais s'étale au grand jour, légitimée par des discours juridiques creux et des rationalisations géopolitiques.

Peut-être est-ce précisément là que réside notre ultime responsabilité : refuser cette normalisation. Refuser que les massacres et la famine deviennent une simple rubrique dans le journal du soir. Refuser que le décompte des morts se transforme en statistiques abstraites. Car si nous acceptons cet état de fait, si nous laissons cette anesthésie morale s'installer définitivement, alors 2025 ne sera pas seulement l'année de l'effondrement des valeurs humanistes - ce sera l'année où nous aurons consenti à notre propre déshumanisation, peut-être même aux prémices de la disparition de l'espèce humaine, menacée par la prolifération nucléaire et la folie des hommes. Ce bilan sombre laisse-t-il encore la possibilité d'inverser la trajectoire et de reprendre en main notre destin ?

Avec une profonde tristesse en cette fin d'année, préservons malgré tout une étincelle d'espoir pour ceux qui y croient encore. Que 2026 apporte un soulagement à celles et ceux qui pleurent un père, une mère, un enfant, parfois une famille entière, assassinés et torturés par la prétendue supériorité du mal.

À ceux que l'on a dépossédés de leur terre et dont on a rasé leurs maisons. À ceux qui, en cet instant même, grelottent de froid sans toit ni pain. Puissent-ils retrouver ce que l'humanité leur a volé avec la complicité de nos silences : la dignité, la paix, un foyer...

*Enseignant à l'Université Paris EHESS - (Anthropologie)

Une tech miniaturisée au service de l'IA La révolution des puces

Les semi-conducteurs de nouvelle génération dont le géant taïwanais TSMC a annoncé mercredi avoir entamé la production de masse réduisent la taille des transistors et offrent des performances accrues: un progrès technologique qui devrait encore doper les prouesses de l'intelligence artificielle (IA). Le point sur ces puces ultrasophistiquées, dites «deux nanomètres».

A QUOI ÇA SERT?

La puissance de calcul des semi-conducteurs a augmenté de manière spectaculaire au fil des décennies, les fabricants y intégrant toujours plus de composants électroniques de taille microscopique.

Avec à la clé des avancées technologiques majeures, des smartphones à l'automobile, ainsi que l'essor des outils d'IA comme ChatGPT.

Les puces avancées dites de «2 nm» peuvent intégrer davantage de composants-clés, appelés transistors, offrant ainsi de meilleures performances et une efficacité énergétique accrue.

Selon le géant informatique américain IBM, cette nouvelle technologie rendra les ordinateurs plus rapides, réduira l'empreinte carbone des centres de données et permettra aux voitures autonomes de détecter les objets plus rapidement.

«Cela profitera à la fois aux appareils grand public, avec une IA embarquée plus rapide et performante, comme aux centres de données qui pourront recourir à de grands modèles de calcul plus efficaces», abonde Jan Frederik Slijkerman, expert du secteur chez ING.

QUI LES FABRIQUE?

La production de puces 2 nm est «extrêmement difficile et coûteuse», nécessitant «des machines de lithographie avancées, une connaissance approfondie du processus de production et d'énormes investissements», explique M. Slijkerman à l'AFP. Seules quelques entreprises en sont capables: TSMC, qui domine de façon écrasante la fabrication des puces les plus sophistiquées, mais aussi le sud-coréen Samsung et l'américain Intel.

TSMC est en tête, tandis que les deux autres «en sont encore à améliorer leurs rendements» et ne disposent pas de clients à grande échelle, selon Joanne Chiao, analyste de TrendForce. Le japonais Rapidus, de son côté, construit une usine dans le nord du Japon pour fabriquer des puces 2 nm, avec une production de masse prévue pour 2027.

QUEL IMPACT POLITIQUE?

Le chemin de TSMC vers la production de masse de ces puces nouvelle génération était scruté de près.

En août, des procureurs taïwanais ont inculpé trois personnes pour vol de secrets

commerciaux liés aux puces 2 nm, accusées d'avoir voulu aider Tokyo Electron, fournisseur japonais d'équipements pour TSMC.

«Cette affaire concerne des technologies nationales essentielles, vitales pour la survie de l'industrie taïwanaise», avait alors martelé le parquet.

Facteurs géopolitiques et guerres commerciales entrent également en ligne de compte: le journal Nikkei a rapporté cet été que TSMC, qui compte les américains Nvidia et Apple parmi ses clients, n'utilisera pas d'équipements chinois sur ses lignes de production 2 nm.

L'objectif: éviter les perturbations liées à un éventuel durcissement des restrictions imposées par Washington dans sa rivalité technologique avec Pékin. Sous pression de l'administration Trump, TSMC prévoit par ailleurs d'accélérer l'établissement d'une production de puces 2 nm aux États-Unis, prévue actuellement pour «la fin de la décennie».

DEUX NANOMÈTRES, ÇA REPRÉSENTE QUOI?

C'est minuscule: pour comparaison, un atome mesure environ 0,1 nanomètre de diamètre...

«2 nm» ne fait pas référence à la taille de la puce mais à celle des transistors installés dessus: toutefois, il ne s'agit pas des dimensions réelles de ces composants, c'est essentiellement une appellation marketing.

«Plus ce nombre est petit, plus la densité (de ces transistors) est élevée», explique Mme Chiao à l'AFP. IBM indique ainsi que les «puces 2nm» peuvent intégrer jusqu'à 50 milliards de transistors - des composants minuscules plus petits qu'un virus -, sur un semi-conducteur de la taille d'un ongle.

Pour fabriquer ces transistors, des tranches de silicium sont gravées, traitées et combinées à de fines couches d'autres matériaux. Une densité plus élevée de transistors se traduit par une puce plus petite, ou alors de même taille mais offrant une puissance de traitement plus rapide. Pour la génération précédente, TSMC avait lancé la production à grande échelle de puces «3 nm» en 2023.

D'AUTRES AMÉLIORATIONS SONT-ELLES POSSIBLES?

Oui: TSMC développe déjà la technologie dite «1,4 nanomètre», dont la production de masse serait prévue autour de 2028, avec selon les médias taïwanais une usine dédiée déjà en construction à Taichung. Samsung et Intel seraient non loin derrière.

S'agissant des puces «2 nm», Rapidus affirme qu'elles sont «idéales pour les serveurs IA» et «deviendront la pierre angulaire de l'infrastructure numérique de nouvelle génération», malgré les immenses défis techniques et les coûts qu'elles impliquent.

Dès le 1^{er} septembre 2026

La France veut interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans



Le gouvernement français souhaite interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans dès la rentrée scolaire de 2026, selon un projet de loi qui doit être discuté prochainement au Parlement. Ce projet, composé de deux articles, compte interdire «la fourniture, par une plateforme en ligne, d'un service de réseau social en ligne à un mineur de moins de quinze ans», dès le 1er septembre 2026.

«De nombreuses études et rapports attestent désormais des différents risques induits par un usage excessif des écrans numériques par les adolescents», justifie le gouvernement dans le document, listant notamment «l'exposition à des contenus inappropriés», «le cyberharcèlement» et «les altérations du sommeil» parmi ces risques. Le premier article du projet s'inscrit dans le cadre de la loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) et confie à l'Arcom, l'Autorité française de régulation de la commu-

nication audiovisuelle et numérique, le soin de faire respecter cette interdiction.

Dans un second article, le projet de loi du gouvernement entend élargir au lycée l'interdiction de l'usage du téléphone portable - Aucune date n'étant cependant précisée. Une mesure déjà mise en place de la maternelle au collège par une loi de 2018, bien que celle-ci peine parfois à être respectée.

Le président Emmanuel Macron, qui a fait de l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans une priorité, avait annoncé début décembre que le projet de loi devrait être débattu «dès janvier».

«Nous protégerons nos enfants et nos adolescents des réseaux sociaux et des écrans», a-t-il promis mercredi soir lors de la présentation de ses vœux aux Français, en assurant qu'il veillerait «tout particulièrement» à ce que ce «chantier» puisse «aboutir».

Le 19 décembre, la ministre déléguée à l'Intelligence artificielle et au Numé-

rique, Anne Le Hénanff, avait défendu dans une interview au journal Le Parisien un texte de loi «court et compatible avec le droit européen, principalement le DSA (règlement européen sur les services numériques)».

Une loi instaurant une majorité numérique à 15 ans et promulguée en juillet 2023 n'avait pu être mise en œuvre en raison d'un blocage européen. Le projet de loi gouvernemental s'inscrit dans le sillage de plusieurs initiatives législatives visant l'instauration d'un âge minimum pour l'utilisation des réseaux sociaux.

Le Sénat (chambre haute) a par exemple adopté récemment un texte de lutte contre l'exposition des enfants aux écrans et aux réseaux sociaux, qui prévoit que les mineurs de 13 à 16 ans recueillent l'autorisation parentale pour s'inscrire sur ces sites.

L'Australie a interdit depuis le 10 décembre les réseaux sociaux aux moins de 16 ans.

Près de 20 ans après son entrée dans l'UE la Bulgarie adopte l'euro

La Bulgarie a adopté l'euro, devenant le 21^e pays à choisir la monnaie unique européenne, près de vingt ans après avoir rejoint l'Union européenne.

A minuit le petit pays des Balkans, entré dans l'UE en 2007, a tiré un trait sur le lev, sa monnaie nationale en vigueur depuis la fin du XIX^e siècle, avec l'espoir de renforcer ses liens économiques avec les autres membres de la zone euro, mais aussi la crainte d'une flambée des prix dans un contexte politique en outre instable.

Des milliers de personnes ont bravé des températures négatives pour assister au concert traditionnel du réveillon, organisé par la mairie de Sofia devant l'ancien Palais-Royal. Sur la façade du siège de la Banque nationale bulgare, situé sur la même place, un compte à rebours indiquait les minutes jusqu'à minuit. Après le passage à la nouvelle année, les pièces en euros bulgares ont été projetées sur le bâtiment.

«L'introduction de l'euro est la dernière étape de l'intégration de la Bulgarie dans l'Union européenne», a déclaré le président Roumen Radev lors de son allocution à la télévision quelques minutes avant minuit, regrettant toutefois que les Bulgares n'aient pas été consultés par référendum sur ce choix qui a divisé le pays.

«Ce refus a été l'un des symptômes dramatiques du profond fossé entre la classe politique et le peuple, confirmé par les manifestations massives dans tout le pays», a-t-il estimé, quand bien même la Cour constitutionnelle en a jugé autrement.

Les manifestations, qui dénonçaient notamment la corruption, ont conduit à la mi-décembre au renversement du

gouvernement de coalition conservateur en place depuis moins d'un an, ce qui signifie de nouvelles élections législatives, les huitièmes en cinq ans.

Mercredi matin déjà, la majorité des étals sur «le marché des femmes», le plus grand et le plus ancien de la capitale, affichaient déjà les prix en leva (pluriel du lev, ndlr) et en euros.

«Toute l'Europe s'est débrouillée avec l'euro, nous aussi on s'en sortira», a commenté Vlad, un retraité de 66 ans venu acheter des cierges magiques et des fruits pour le repas du Nouvel An. «L'important, c'est que la Bulgarie reste dans l'Europe et s'éloigne de Moscou», selon lui. Lucy, vendeuse de légumes en conserves d'une quarantaine d'années, a affirmé à l'AFP accepter déjà les paiements en euros, et estimé que la population va vite s'habituer à la nouvelle monnaie.

Un euro vaut 1,9558 leva, un taux stable depuis début 2006.

«SIGNE D'APPARTENANCE»

En revanche, «les gens ont peur que les prix augmentent. Aujourd'hui, c'est 4 leva et ça va devenir 4 euros, tandis que les salaires resteront les mêmes», a-t-elle dit à l'AFP.

Nombre de Bulgares redoutent en effet que l'introduction de l'euro ne conduise à une spirale inflationniste, alors que les prix des denrées alimentaires ont déjà augmenté de 5% sur un an en novembre, selon l'Institut national de statistique.

Les dirigeants bulgares ont tenté de rassurer, et promis que cette entrée dans la zone euro permettrait de dynamiser l'économie du pays, l'un des plus pauvres de l'UE, et de l'ancrer

d'avantage à l'Ouest pour le protéger de l'influence russe.

Pour le patron de la banque centrale bulgare Dimitar Radev, «l'euro n'est pas seulement une décision économique». «Ce n'est pas seulement une monnaie. C'est un signe d'appartenance: la preuve que votre place n'est pas à la périphérie, mais dans un espace de règles communes, de confiance et de responsabilité», a-t-il ajouté dans une vidéo publiée sur le site de son institution.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a elle assuré mercredi dans un communiqué que «l'euro apportera des avantages concrets aux citoyens et aux entreprises bulgares», en facilitant les voyages et les échanges et en améliorant la transparence des marchés.

Dans les dernières heures avant le changement de monnaie, de nombreux Bulgares se sont plaints de la difficulté à mettre la main sur les nouvelles pièces et billets alors que les banques leur ont conseillé de se munir de liquide, mettant en garde contre d'éventuelles perturbations des paiements par carte et des retraits aux distributeurs dans la nuit du Nouvel An.

Les paiements en leva continueront cependant d'être acceptés tout le mois de janvier, un défi pour les commerçants qui devront rendre la monnaie en euros.

Avant la Bulgarie, la Croatie, en janvier 2023, était le dernier pays à avoir adopté la monnaie unique, introduite initialement le 1^{er} janvier 2002 dans douze pays de l'UE. Cela portera à plus de 357 millions le nombre d'Européens utilisant l'euro, selon les chiffres de la Commission européenne.

Au Musée national libyen
Un «voyage» au-delà
des clivages politiques

Peintures rupestres,
antiquités gréco-romaines, bijoux des dynasties
ottomanes: le Musée national libyen a
récemment rouvert ses portes après 14 ans de
fermeture, offrant à un pays profondément
divisé l'occasion de redécouvrir un patrimoine
qui transcende les clivages politiques.

A peine franchie l'entrée de l'emblématique Saraya al-Hamra («la citadelle rouge») au cœur de Tripoli, autrefois siège du pouvoir, les visiteurs entreprennent un périple - initiatique pour les plus jeunes - à travers l'histoire de la Libye.

«Arrivée il y a à peine un quart d'heure, j'ai déjà l'impression d'avoir voyagé. C'est un monde à part», s'enthousiasme auprès de l'AFP Nirmine Miladi, 22 ans, étudiante en architecture. Sa soeur Aya, qui prépare une thèse en décoration d'intérieur, apprécie «la répartition des espaces, l'éclairage de précision, les écrans et outils interactifs», qui rendent le musée «accessible à tous».

«PÉRIODE SOMBRE»

Le Musée national, déployé sur 10.000 m2 et quatre étages, a connu «une période sombre pendant les 14 années de fermeture», explique à l'AFP le professeur Mohamad Fakroun, chargé de la coopération internationale au Département des Antiquités.

Depuis le renversement de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye peine à retrouver la stabilité. Deux exécutifs s'y disputent le pouvoir: un gouvernement basé à Tripoli, reconnu par l'ONU et dirigé par Abdelhamid Dbeibah et un autre à Benghazi (est), contrôlé par le maréchal Khalifa Haftar.

Craignant pillages et actes de vandalisme après la révolution libyenne, le Département des Antiquités avait «évacué tous les artefacts jusqu'à ce que le pays retrouve sa stabilité», rappelle M. Fakroun, archéologue de 63 ans dont 38 passés au sein de la Mission archéologique française de Libye.

Le Département des Antiquités et son personnel ont œuvré à «préserver un patrimoine historique et culturel qui appartient à tous les Libyens», souligne à l'AFP la nouvelle conservatrice Fathiya Abdallah Ahmad.

Mme Ahmad a fait partie de la poignée d'initiés qui connaissaient l'emplacement des pièces murées où les trésors du musée ont été dissimulés pendant plus d'une décennie. Une opération qui a permis de sauver l'intégralité des œuvres en attendant la réouverture du musée «dans un format moderne, conforme aux normes internationales», se réjouit-elle. Le site consacre une salle complète «au fils de Leptis Magna, Septime Sévère,

qui a dominé l'empire romain au 3e siècle» et une autre à des objets volés puis restitués notamment par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, se félicite M. Fakroun.

«PASSÉ MÉCONNU»

Beaucoup de Libyens ont vu dans l'inauguration du 12 décembre le «retour d'un symbole national», un «indice de stabilité» après des années de guerre civile et «un pas vers la réconciliation entre les Libyens et avec leur passé, souvent méconnu», estime Aya, l'étudiante de 26 ans.

Avis partagé par Fatima al-Faqi, une enseignante de 48 ans qui accompagne un groupe de lycéennes «pour leur faire découvrir l'histoire libyenne et nourrir leur sens du patriotisme». Entre le musée à l'ancienne qu'elle avait visité en sortie scolaire «il y a 30 ans» et celui qu'elle redécouvre aujourd'hui, «il y a un monde de différences!», s'exclame-t-elle.

Malgré les difficultés économiques d'un pays riche en pétrole mais qui affronte des pénuries fréquentes d'espèces et de carburant, le gouvernement de Tripoli a investi près de 5 millions d'euros dans la réhabilitation du site et ses alentours. Les travaux, étalés sur six ans, ont été menés «en coopération avec la Mission française et la Fondation Aliph (Alliance internationale pour la protection du patrimoine) chargées des études, inventaires et formation du personnel», explique M. Fakroun. Le musée entend transmettre un message d'affirmation identitaire et donner de l'espoir aux visiteurs «dont 95% n'étaient pas nés quand il était en fonction avant 2011», souligne-t-il.

Si les statues romaines - «toutes nues!» - font ricaner certains écoliers, leur taille et leurs visages figés les impressionnent autant que les sabres et fusils turcs du 16e siècle ou les animaux empaillés de la section d'histoire naturelle. Venue avec sa mère, Mariam, 6 ans, dit avoir «tout adoré» et «appris des choses nouvelles» dans un musée servant aussi à «réfléchir à l'avenir».

Sa mère, Sarah Al-Motamid, 34 ans, souhaite que sa fille «comprenne que nous ne sommes pas sans passé ni civilisation. Beaucoup de gens ignorent que notre pays a une histoire millénaire et nous regardent comme si nous étions sans valeur».

Publicité

PENSÉE

A ma mère

TALEB-BENDIAB Karima

A celle qui est partie un 1^{er} janvier 2022 pour toujours mais qui reste présente dans mon cœur à chaque moment de ma vie ! Je reste meurtrie de ta séparation. Que le Paradis soit ta demeure éternelle ! « A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. »

Ta fille **Hakima**

PENSÉE

Déjà 12 ans, le 03 janvier 2014

et le 01 avril 2014

Depuis que nous ont quittés nos parents

TAHAR Fatma (03.01.2014)

et **OUIS Benyagoub (01.04.2014)**

Ex (LATBAOUI ancien

moudjahid, ancien cycliste et

champion d'Algérie), laissant

derrière eux un énorme vide que

personne ne peut combler. Nous

ne pourrions jamais vous oublier et

nous demandons à tous ceux qui

les ont connus et aimés de prier

Dieu avec nous pour leur accorder

Sa Sainte Miséricorde et les

accueillir dans Son Vaste Paradis.

Votre fils et vos filles, vos petites

filles et vos petits-fils

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés ou en panne, Léger et Lourd Tel : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82. Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Volkswagen Tél : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

DIVERS

■ Loue licence café, Oran : Tél : 0796.64.60.36

■ Loue licence café Oran - Tél : 0795.17.36.28

AVIS DE DÉCÈS

Les familles **HADJ SLIMANE** parents et alliés ont la douleur de vous faire part du décès de leur chère **Khadoudja HADJ SLIMANE née MEKERBA**, survenu le 30 décembre 2025 des suites d'une longue maladie. L'enterrement a eu lieu le 31 décembre à Oran...

INNA LILLAH WA INNA ILAYHI RAJIZOUN



Japon

Dans un Parlement plus féminisé,
pas assez de toilettes pour femmes

Des députées japonaises de tous bords - dont la Première ministre Sanae Takaichi - se sont associées pour réclamer davantage de toilettes pour femmes dans le bâtiment du Parlement, leur nombre s'avérant très insuffisant face à la féminisation graduelle de l'institution.

Près de 60 députées de la puissante, et très masculine, chambre basse du Parlement ont signé, plus tôt en décembre, une pétition demandant d'augmenter le nombre de toilettes pour femmes à proximité de la salle principale des séances plénières.

Celles-ci sont actuellement limitées à un seul espace de toilettes comportant deux cabines individuelles pour ... 73 élus.

«Avant le début des séances plénières, énormément de députées doivent faire de longues files devant les toilettes», a déploré Yasuko Komiyama, du Parti démocrate constitutionnel du Japon (centre gauche), à des journalistes.

Elle s'exprimait après avoir remis la pétition, signée par 58 élues, à Yasukazu Hamada, président de la commission de la chambre basse chargée du règlement et de l'administration.

Parmi les signataires figure la conservatrice Sanae Takaichi, qui est devenue en novembre la première femme à la tête du gouvernement nippon.

Le bâtiment de la Diète a été achevé en 1936, près d'une décennie avant l'instauration du droit de vote aux femmes au Ja-

pon en décembre 1945, quelques mois après la défaite de Tokyo lors de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'ensemble des locaux de la chambre basse du Parlement comptent 12 espaces de toilettes pour hommes, totalisant 67 cabines individuelles, contre neuf espaces de toilettes pour femmes avec 22 cabines, selon le quotidien Yomiuri Shimbun.

La féminisation du Parlement, elle, progresse: lors des législatives de 2021 au Japon, 45 femmes seulement avaient été élues à la chambre basse. Après le dernier scrutin en 2024, on en compte aujourd'hui 72 — sur 465 députés (15% du total).

Par ailleurs, 74 des 248 membres de la chambre haute sont des femmes. On reste globalement encore loin de l'objectif du gouvernement visant à ce que les femmes occupent au moins 30% des sièges législatifs.

Et si Sanae Takaichi, issue de l'aile conservatrice du Parti libéral-démocrate (PLD), avait promis un gouvernement paritaire avec une proportion «scandinave» de femmes, elle n'en a finalement nommé que deux sur 19 ministres.

Le Japon est classé 118e sur 148 dans le rapport 2025 du Forum économique mondial sur l'écart entre les sexes.

La demande croissante de toilettes pour femmes peut être considérée comme un signe de progrès pour le Japon, bien qu'elle reflète aussi l'échec du pays à atteindre l'égalité des genres, a jugé Mme Komiyama.

France

Tests civique et de langue requis
pour les étrangers s'installant
durablement



A partir du 1er janvier, les étrangers souhaitant s'installer durablement en France devront avoir réussi un examen civique et prouver qu'ils maîtrisent un certain niveau de français. Ces deux examens, qui ont été introduits par la dernière loi immigration promulguée en janvier 2024 dans le cadre du «Contrat d'intégration républicaine» (CIR), marquent un nouveau tour de vis.

A partir de jeudi, ils deviennent obligatoires pour tout étranger non européen en situation régulière en France sollicitant pour la première fois une carte de séjour pluriannuelle (de 2 à 4 ans) ou de résident ainsi que pour les candidats à la naturalisation (en plus de l'entretien en préfecture qui reste en vigueur). Le test civique, payant et d'une durée de quarante-cinq minutes, se déroulera sur support numérique dans des centres d'examen agréés.

Les candidats devront répondre à 40 questions à choix multiples au travers de cinq thématiques: «principes et valeurs de la République» (devoir, laïcité), «droits et devoirs de la vie en France», «système institutionnel et politique» (droit de vote, fondements de l'Union européenne), «histoire, géographie et culture» et «vie de la société française»

(accès aux soins, droit du travail). Un taux de 80% de bonnes réponses est exigé pour valider l'examen qui devient donc un prérequis incontournable pour obtenir un titre longue durée, sans limite du nombre de tentatives. Différents niveaux de difficulté sont prévus en fonction du titre de séjour demandé et du niveau de langue requis pour chacun d'eux. Quant au test de langue, si auparavant il suffisait de justifier d'avoir assisté à des cours de français, les étrangers souhaitant s'installer pour plusieurs années sur le territoire devront dorénavant avoir validé un diplôme.

Les niveaux ont par ailleurs été relevés. Il faudra avoir validé un niveau A2 (intermédiaire) pour la carte de séjour pluriannuelle, B1 (seuil) pour celle de résident et B2 (avancé) pour les candidats à la naturalisation.

L'Etat ne financera plus l'examen, dont le prix oscille entre 100 et 200 euros.

Des cours sur une plateforme numérique, en accès gratuit, sont à disposition des candidats. L'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) propose également 600 heures de cours de langue en présentiel pour les personnes ne sachant ni lire, ni écrire et ayant un niveau grand débutant à l'oral.

2

09.25 Bel & bien
10.40 Consomag
10.50 Chacun son tour
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.20 13h15, le samedi
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.34 Affaire conclue,...
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.30 20h30 en fêtes

21.10 The Floor - A la conquête du sol



Un sol géant constitué de 100 cases, 100 candidats, 100 catégories avec 100 000 euros à la clé : dans ce grand quiz, les candidats se défient dans des face-à-face tout en images. Leur objectif est de conquérir la totalité du sol pour repartir avec le jackpot. Sur le sol, chaque participant est propriétaire d'une case correspondant à une catégorie qu'il pense bien connaître. Lorsqu'il est sélectionné, un candidat peut défier le propriétaire de l'une des cases voisines sur sa propre catégorie. Après chaque face-à-face, le perdant est éliminé.
23.25 Quelle époque !

3

10.20 Les Quiquois
11.10 Chef pays
11.50 Outremer...
12.00 Enquêtes de région le mag
12.20 ICI 12/13
12.55 Intérieurs
13.30 Samedi d'en rire
17.25 Le jeu des 1000 euros
18.05 Questions pour un champion
18.50 Darooma
19.00 ICI 19/20
19.55 Tout le sport
20.20 Rencontres à XV
20.35 Cuisine ouverte

20.10 Deux fils



Dans le Paris contemporain, où les vies s'entrecroisent entre urgences existentielles et quêtes de sens, la famille Zuccarelli se retrouve ébranlée par un deuil brutal. Joseph (Benoît Poelvoorde), médecin en pleine remise en question, doit affronter une épreuve douloureuse : choisir un cercueil pour son frère récemment disparu. Cet événement amusant agit comme un électrochoc, précipitant sa décision de tout quitter pour se lancer dans l'écriture, un rêve longtemps repoussé.

4

09.55 Bluey
10.52 Les as de la jungle à la rescousse
11.45 Les as de la jungle à la rescousse
11.50 Manger, bouger, dormir
12.45 Potobot
13.15 Un jour, une question
15.19 Ninjago, le soulèvement des dragons
17.09 Héros à moitié
17.55 Football à sep. Kings World Cup
20.55 Consomag

21.05 Enquête parallèle



Episode 4 : Liberté, Egalité, Fraternité
Dans la salle d'une jolie mairie, Colette, pour une fois, est intimidée. Entourée de Fred, Rosa, Manu et quelques invités, elle attend le maire pour recevoir une subvention destinée à soutenir son action en faveur des femmes victimes de violences conjugales. Colette n'aime pas les honneurs et a hâte que la cérémonie se termine, mais le maire est en retard. Et pour cause : il vient d'être retrouvé mort dans son jardin, tué d'une balle dans le dos. Chez les habitants de la petite ville, c'est la stupeur.
22.25 La bande son des années 90

5

09.35 Timioche
10.00 Les plus belles comptines d'Okoo
10.05 Des trains pas comme les autres
10.40 Silence, ça pousse !
12.35 Patrimoine, de vieilles pierres très précieuses
13.40 La grande famille des chiens
14.35 Une planète, sept mondes sauvages
17.25 C dans l'air l'invité
17.40 C dans l'air
20.00 Vu
21.05 Echappées belles

arte

TMC

09.25 Invitation au voyage
10.05 Cuisines des terroirs
10.30 Aux confins de l'Alaska...
11.15 Les sanctuaires d'épices
16.05 Des vignes et des hommes
16.35 Tatiana funambule,...
17.10 44e Festival mondial du cirque de demain
18.40 Simon Rattle & Magdalena Kozena à Prague
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 Renaissance : Une époque de sang et de beauté

09.05 Les mystères de l'amour
09.55 Noël en héritage
11.34 Petits plats en équilibre
11.40 La recette secrète des cookies de Noël
13.15 La chocolaterie de Noël
14.50 Les invitées de Noël
16.25 Noël a disparu !
17.55 90' Enquêtes
19.25 Folie de Noël: décoration XXL, marchés féeriques et incroyables illuminations
21.15 Monk, le retour



CINE + PREMIER 20.50

SPARTACUS: HOUSE OF ASHUR

Saison 1 - Episode 6

Acteur: Nick E. Tarabay, Graham McTavish, Tenika Davis, Claudia Black
Sa trahison a valu à Ashur d'être libéré de l'esclavage par les Romains. Désormais à la tête de l'école de gladiateurs à laquelle il appartenait auparavant, il tente de se frayer un chemin vers le pouvoir mais découvre que la politique romaine est un monde impitoyable. Il introduit dans l'arène Achillia, une gladiatrice féroce, bien décidée à s'imposer dans un univers exclusivement masculin. L'univers de "Spartacus" se décline dans une série dérivée qui part du postulat qu'Ashur n'est pas mort sur le Vésuve et intègre la première gladiatrice, campée par Tenika Davis.



CANAL+ family 20.50

KIRIKOU ET LA SORCIÈRE

Kirikou est un petit Africain qui parlait déjà dans le ventre de sa mère. Un jour, il décide de venir au monde sans attendre le terme de la grossesse et coupe lui-même le cordon ombilical qui le relie à sa mère. Il découvre que son village est sous l'emprise maléfique de la sorcière Karaba : elle aurait mangé la plupart des hommes et tari la source voisine. Pour sauver son peuple, Kirikou entreprend un long voyage afin de rencontrer son grand-père, qui connaît un moyen de vaincre la méchante Karaba...



CANAL+ CINEMA 21.00

PARTIR UN JOUR

Acteur: Juliette Armanet, Bastien Bouillon, François Rollin, Tewfik Jallab
Cécile Béguin (Juliette Armanet) incarne le rêve culinaire accompli : après avoir marqué les esprits dans une émission télévisée à succès, cette cheffe talentueuse s'apprête à concrétiser son ambition en ouvrant son propre restaurant aux côtés de Sofiane Garbi, son compagnon et associé. Entre recettes audacieuses et préparatifs fiévreux, leur projet semble sur le point d'aboutir... jusqu'à ce qu'un appel bouleversant vienne tout remettre en question.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Star Academy



11.45 Petits plats en équilibre
11.50 Les douze coups de midi
12.50 Petits plats en équilibre
12.55 Météo
13.00 JT 13h
13.40 Reportages découverte
14.50 Grands reportages
16.10 Les Docs du week-end
17.20 Star Academy, la quotidienne
17.55 50mn Inside
19.50 Petits plats en équilibre
20.00 JT 20h
20.45 Tirage du Loto

Après Mehdi, Lenny, Noah, Ema, Léane, Théo L., Lily, Léo et Jeanne, un dixième élève a quitté le château en la personne de Mélissa, éliminée à l'issue d'un prime émouvant. La jeune et talentueuse artiste originaire de banlieue parisienne a été contrainte de faire ses bagages au terme d'un prime très disputé face à Théo P. et Sarah, les deux autres candidats menacés, et qui ont finalement été sauvés par le public et par leurs camarades. Le chemin est encore long jusqu'à la finale pour les sept élèves encore en lice, qui vont une nouvelle fois devoir redoubler d'efforts afin de ne pas voir leur aventure se terminer prématurément alors qu'ils approchent du but.
23.40 Star Academy, retour au château

6

10.55 66 minutes: grand format



12.45 Le 12.45
13.25 Scènes de ménages
15.40 Ratatouille
17.30 La roue de la fortune
18.35 Le maillon faible
19.45 Le 19.45
20.35 Scènes de ménages

21.10 Mary Poppins



M. George Banks (David Tomlinson), banquier rigide et obsédé par l'ordre, et son épouse Winifred (Glynis Johns), suffragette passionnée mais débordée, peinent à concilier leurs engagements avec l'éducation de leurs deux enfants, Jane et Michael. Espiègles, imaginatifs et farouchement opposés à toute forme d'autorité, les deux petits monstres sacrés ont déjà poussé à bout une douzaine de gouvernantes, dont la dernière vient de claquer la porte, excédée par leurs farces.
23.30 Le Roi Soleil à Versailles

CANAL+

21.00 Rugby : Top 14 Bordeaux-Bègles / Racing 92



Pour commencer l'année 2026, les Girondins de l'UBB accueillent sur leur pelouse un Racing 92 qui semble à leur portée. Les coéquipiers de l'ouvreur Matthieu Jalibert, en cas de victoire, reviendraient titiller Toulon ou le Stade Français dans la toute première partie de classement. Les hommes de Yannick Bru, qui ont par ailleurs bien débuté leur campagne européenne en Champions Cup, vont se servir de leur expérience hors de l'hexagone pour affiner leurs ambitions dans le Top 14.

PLANETE +

09.42 American Pickers, la brocante made in USA
12.48 Canada / URSS 1972
14.22 Chrétiens d'Orient : un monde en péril
16.00 Aux origines de la moto
17.47 Ramsès le Grand
19.24 American Pickers, la brocante made in USA



TFX

09.25 One Piece



11.25 Cleaners les experts du ménage
20.10 Star Academy, la quotidienne
21.10 Chroniques criminelles



W9

10.10 Absolument stars
11.40 Desperate Housewives



17.30 La petite histoire de France



CODÉS N° 9463

7			2	8				
	8							2
			4	9			3	
6	9	5					4	
	7			2	4		5	
	2	3	9	1		8		7
1	3			6				5
				4	1		9	6
9				3				

1 L	2 U	3 T	4 R	5 I	6 S
7 E	8 O	9 A	10 P	11 M	12 N
13 G	14 V	15 C	16 D	17	18
19	20	21	22	23	24



Six morts dans des manifestations contre la vie chère en Iran



Des affrontements localisés entre manifestants et forces de l'ordre ont fait six morts jeudi dans l'ouest de l'Iran, selon une agence de presse et un gouverneur, les premiers depuis le début il y a cinq jours d'une mobilisation contre la vie chère.

Parmi les personnes tuées figure un membre du Bassidj, une milice affiliée aux Gardiens de la Révolution.

Trente personnes accusées de «troubles à l'ordre public» ont été arrêtées à Téhéran, a indiqué jeudi soir l'agence Tasnim. Le mouvement est parti dimanche de Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique. Il a ensuite gagné des universités et le reste du pays. Jeudi, des heurts ont été signalés dans plusieurs villes moyennes.

A Lordegan (sud-ouest), deux personnes ont été tuées, a indiqué l'agence Fars, semblant désigner des civils. Elle a ensuite annoncé trois morts et 17 blessés à Azna (ouest) «lors d'affrontements», là aussi dans une référence apparente à des civils. Selon elle, «un groupe d'émeutiers a profité d'un rassemblement de protestation.

Le Mali et le Burkina Faso imposent des restrictions d'entrée aux Américains



Le Mali et le Burkina Faso ont annoncé imposer des restrictions d'entrée aux ressortissants américains, par mesure de «réciprocité», deux semaines après que Washington a ajouté ces deux pays à une liste de nationalités interdites sur leur sol.

Dans deux communiqués séparés consultés mercredi par l'AFP, les ministères des Affaires étrangères du Mali et du Burkina Faso, deux pays sahéliens alliés et gouvernés par des juntes militaires, ont annoncé appliquer, à l'égard des ressortissants américains, «des mesures équivalentes» à celles décidées par les Etats-Unis.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un incendie dans un bar fait plus de 40 morts en Suisse



L'enquête et l'identification des victimes se poursuivent vendredi après un incendie dans un bar de la station de ski suisse de Crans-Montana pendant la nuit de nouvel an, qui a fait une quarantaine de morts et une centaine de blessés, selon la police locale.

D'importants moyens sont mobilisés pour identifier les victimes et restituer leurs corps aux familles le plus rapide-

ment possible», a indiqué Béatrice Pilloud, la procureure générale du canton du Valais, dans le sud-ouest de la Suisse. «Ce travail pourra prendre plusieurs jours», a précisé le chef de la police cantonale, Frédéric Gisler.

Selon Mathias Reynard, président du gouvernement du canton du Valais, au moins 80 des 115 blessés sont dans un état critique, a-t-il expliqué au quotidien régional Walliser Bote.

L'incendie s'est déclaré vers 01H30 (00H30 GMT) jeudi dans le bar Le Constellation de Crans-Montana, fréquenté par des touristes parmi lesquels de nombreux jeunes venus célébrer le nouvel an, selon les autorités cantonales.

Le nombre de personnes présentes dans ce bar sur deux étages, d'une capacité d'au moins 300 personnes selon son site Internet, reste inconnu.

14 morts et 16 blessés dans un accident de la route au Pendjab

Au moins 14 personnes ont été tuées et 16 autres blessées mercredi dans une collision frontale entre un autocar et une camionnette dans la province du Pendjab, dans l'est du Pakistan, ont indiqué jeudi des responsables. L'autocar transportait des joueurs de l'Université des sciences vétérinaires et animaux à Lahore pour participer à un

événement sportif lorsqu'il est entré en collision avec la camionnette dans le district de Jhang, a déclaré aux médias le sous-commissaire du district, Ali Akbar.

L'accident s'est produit en raison d'une vitesse excessive des deux véhicules, l'un tentant de dépasser tandis que l'autre dépassait un tracteur, a-t-il

expliqué. Neuf passagers sont morts sur le coup, tandis que cinq autres ont succombé à leurs blessures plus tard à l'hôpital, a ajouté le responsable.

Les accidents de la route au Pakistan sont devenus un problème alarmant, avec, au fil des ans, une augmentation significative de leur fréquence et de leur gravité.

Frappes saoudiennes au Yémen

Les séparatistes du Yémen ont fait état vendredi de frappes saoudiennes meurtrières contre l'une de leurs positions dans la province d'Hadramout, peu après l'annonce du lancement d'une opération dans la région par des forces soutenues par Ryad.

«Sept frappes saoudiennes ont visé notre camp à Al-Khasha, faisant des morts et des blessés parmi nos forces», a déclaré à l'AFP le chef du Conseil de transition du Sud (STC) pour les régions de Wadi et du désert d'Hadramout, Mohammed Abdelmalek, en affirmant qu'une attaque au sol avait été repoussée.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

CONTRAT RÉPUBLICAIN OU VOIE POUR UNE EXPULSION ?

L'année nouvelle commence avec de récentes complications sur le sol français pour les migrants étrangers. Déjà annoncée pénible pour ceux qui sont en situation irrégulière, elle le sera aussi pour ceux qui demanderont une carte de séjour ou sollicitant la naturalisation. À partir de ce mois, au regard d'une loi remaniée, ils seront dans l'obligation de passer un test dit civique conditionnant le résultat de la demande de chacun.

Quoi de plus conformes qu'étaient dans un passé récent les procédures des entretiens formels au niveau des préfectures bien que la loi en la matière avait déjà prescrit une série d'obligations somme toute normales ! Mais que cette loi soit renforcée par l'exigence d'un véritable examen pour un

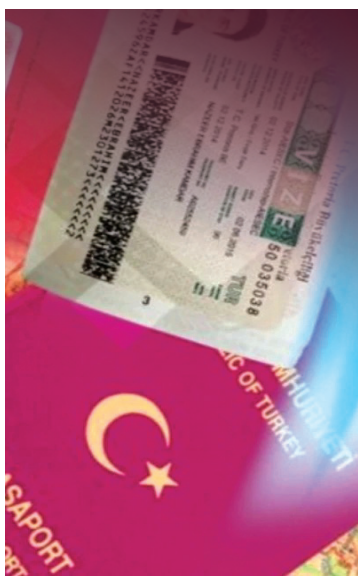
contrat sous le label de «contrat républicain» ne manque pas de laisser supposer la mise en place de particuliers soubassements renvoyant à une forme de ségrégation qui ne dit pas son nom. L'immigration choisie prend une forme rigide en étant en soi une porte blindée ne se limitant pas seulement à la connaissance de la langue française. Il sera question dorénavant de réponses données à 40 interrogations, la plupart relatives à «la laïcité» et à «la vie de la société française». On devine déjà les réels contours d'un tel

barrage à consonances politiques multiples où l'idéologie des extrémistes de droite, promis à la tête du pouvoir, prendra une large place. La nouvelle mesure inscrite dans le tableau des lois a tous les risques d'aller au-delà d'une opération sélective.

Basée sur l'étendue large de tous les sens de la culture française, il n'est pas évident qu'un demandeur de carte de séjour sache ce qu'est une fondue bourguignonne ou s'il comprendrait que deux personnes de même sexe puissent s'unir par un mariage.

Aborder dans l'interrogatoire, la grande question de la laïcité pour un étranger non européen, le mettra face à un sujet brûlant sur lequel les Français eux-mêmes ne parviennent pas à s'entendre depuis longtemps.

La Turquie accorde l'entrée sans visa aux touristes chinois



La Turquie a accordé l'entrée sans visa aux ressortissants chinois titulaires d'un passeport ordinaire à des fins touristiques et de transit, selon un décret présidentiel publié mercredi au Journal officiel.

En vertu des nouvelles réglementations signées par le président turc Recep Tayyip Erdogan, les voyageurs chinois seront exemptés de l'obligation de visa pour les séjours d'une durée maximale de 90 jours sur une période de 180 jours. Cette mesure est entrée en vigueur le 2 janvier. Cette décision vise à renforcer les échanges commerciaux et le tourisme entre les deux pays. Elle fait suite à une augmentation significative du nombre d'arrivées en provenance de Chine, qui est devenue l'un des marchés touristiques les plus dynamiques en Turquie.

Selon les données officielles turques, le nombre de visiteurs chinois dans ce pays a augmenté de 65,1% sur un an pour atteindre environ 410.000 personnes, porté par l'augmentation des liaisons aériennes et l'intérêt croissant pour les sites du patrimoine culturel turc.